

Bombes à fragmentation, mines terrestres, bombes nucléaires et armes à l'uranium appauvri



Une recherche sur les liens financiers entre les banques et les producteurs de certains systèmes d'armements controversés.

avril 2004



Voor Moeder
Aarde vzw



netwerk
Anders omgaan met geld





**Ce rapport fait partie de
« Mon argent.
Sans scrupules ? »**

une campagne de Netwerk Vlaanderen asbl,
en collaboration avec Forum voor Vredesactie,
Voor Moeder Aarde asbl et Vrede asbl.

Table des matières

Introduction	3
Chapitre 1 : Bombes et munitions à fragmentation	4
1.1. Munitions à fragmentation	4
1.2. Sociétés impliquées dans la production de bombes et de munitions à fragmentation	7
1.3. Les liens entre les producteurs de munitions à fragmentation et les banques	12
1.4. Conclusion	14
Chapitre 2 : Mines terrestres	16
2.1. Mines terrestres	16
2.2. Sociétés impliquées dans la production de mines terrestres	21
2.3. Qui investit dans ces sociétés ?	24
2.4. Conclusion	25
Chapitre 3 : Armes nucléaires	27
3.1. Armes nucléaires	27
3.2. Sociétés impliquées dans les armes nucléaires	32
3.3. Les liens financiers entre les producteurs d'armes nucléaires et les banques	35
3.4. Conclusion	37
Hoofdstuk 4 : L'uranium appauvri	38
4.1. Les armes à l'uranium appauvri	38
4.2. Sociétés impliquées dans la production d'armes à l'uranium appauvri	44
4.3. Les liens entre les producteurs d'armes à l'uranium appauvri et les banques	46
4.4. Conclusion	46
Chapitre 5 : le profil controversé des banques en matière d'armement	47
5.1. AXA	47
5.2. Dexia	48
5.3. Fortis	48
5.4. ING	48
5.5. KBC	49
Conclusion	50

Introduction

Dans le cadre de la campagne « Mon argent. Sans scrupules ? »¹, Netwerk Vlaanderen et ses partenaires pacifistes publient, en octobre 2003, une étude révélatrice². Ce rapport démontre que cinq grands groupes bancaires (AXA, DEXIA, FORTIS, ING et KBC) investissent dans 11 producteurs internationaux d'armements pour un total d'1,5 milliards de dollars US.

La presse a fortement réagi. Les clients des banques étaient surpris, choqués, inquiets. Même le monde bancaire était surpris et clairement embarrassé. Depuis, la question a été soulevée jusqu'au sein même du monde financier belge.

Nous avons néanmoins l'impression que les banques ne perçoivent pas la gravité de la situation, malgré cette large médiatisation et les réactions indignées de nombreux clients. La tactique adoptée semble la suivante : « laissons la tempête passer », et puis ce sera "business as usual".

Dans cette nouvelle étude, Netwerk, avec ses partenaires pacifistes, a décidé de braquer les projecteurs sur de nouveaux faits : les liens financiers entre ces mêmes groupes bancaires et les producteurs de systèmes d'armements controversés, plus particulièrement les producteurs de mines terrestres, de bombes à fragmentation, d'armes nucléaires et d'armes à l'uranium appauvri.

Notre démarche est claire. A l'aide de ce nouveau rapport, nous voulons augmenter la pression sur les banques afin qu'elles cessent d'investir dans l'industrie de l'armement. Nous voulons les mettre devant leurs responsabilités. Ce rapport, encore plus que le précédent, détaille les armements inacceptables, financés par les banques en lien avec l'industrie de l'armement.

Les bombes à fragmentation sont responsables, depuis des décennies, de milliers de victimes civiles, même des années après les conflits. Elles ont été intensivement utilisées pendant les guerres en Yougoslavie, au Kosovo, en Afghanistan et en Irak.

Les mines terrestres sont les parias parmi les armes. Chaque année, 26 000 civils sont victimes de ces armes. Dans 3/4 du monde, les mines terrestres ont donc été déclarées illégales.

Les armes nucléaires sont des armes de destruction massive qui représentent une menace continue pour toute la communauté mondiale. Malgré les traités signés, les puissances nucléaires continuent de moderniser leur arsenal nucléaire.

Les armes à l'uranium appauvri ont été ouvertement utilisées ces quinze dernières années dans des conflits militaires, malgré leur importante toxicité chimique et radioactive. Elles continuent de causer de sérieux problèmes de santé aux soldats et aux civils, plusieurs années après ces conflits.

Ce n'est pas beau à dire, mais les faits sont là. Une décision apparemment anonyme de la part d'un gestionnaire de capitaux se révèle être un investissement dans les mines terrestres. Une relation d'affaire intéressante se révèle être un prêt octroyé à un producteur d'armes nucléaires ou des garanties bancaires auprès d'un spécialiste en bombes à fragmentation.

Ce sont des investissements jusqu'à ce que mort s'en suive, des investissements jusqu'à ce que la bombe explose !

¹ « Mon argent. Sans scrupules ? » est une campagne de Netwerk Vlaanderen, en collaboration avec Forum voor Vredesactie, Voor Moeder Aarde et Vrede asbl.

² « Mon argent. Sans scrupules ? », une recherche sur les liens financiers entre les banques et les producteurs d'armements, Christophe Scheire, un rapport de Netwerk Vlaanderen, Bruxelles, octobre 2003.

Chapitre 1

Bombes et munitions à fragmentation

1.1. Munitions à fragmentation³

Les munitions à fragmentation sont des armes de grande taille qui s'ouvrent en l'air et qui libèrent différentes sous-munitions (en règle générale, plusieurs centaines). Ces sous-munitions sont des petites bombes ou grenades. Dans certains cas, les sous-munitions peuvent être des mines terrestres. Les munitions à fragmentation consistent donc en un récipient qui contient plusieurs sous-munitions.

Habituellement, le terme utilisé est « bombes à fragmentation » mais ce terme ne fait référence qu'aux munitions à fragmentation de type air-sol. Le terme « munitions à fragmentation » fait par contre référence autant aux munitions de type air-sol que de type sol-sol. Les sous-munitions de type sol-sol sont habituellement appelées « grenades », celles de type air-sol bomblets (petites bombes).

Les munitions à fragmentation de type air-sol peuvent être lancées par des avions de combat, des bombardiers et des hélicoptères. Les munitions à fragmentation de type sol-sol peuvent être lancées par des batteries d'artillerie, des missiles et des systèmes de missile. Les sous-munitions peuvent contenir des composants explosifs ou chimiques de différente nature. Certains ont des effets anti-personnels, d'autres des effets anti-matériels ou antichars ou une combinaison de ces effets. Des effets chimiques ou incendiaires existent également.



Un avion de combat largue une bombe à fragmentation qui s'ouvre à une certaine hauteur pour relâcher plus de 100 bombes (animation BBC)

Les munitions à fragmentation dispersent leur contenu sur un large territoire, allant de plusieurs terrains de foot jusqu'à quelques centaines d'hectares.

Qu'est-ce qui rend les munitions à fragmentation aussi controversées ?

Contrairement aux mines terrestres, les munitions à fragmentation sont conçues de telle façon qu'elles explosent en atteignant leur cible. Les mines terrestres sont larguées avec l'intention de ne pas exploser lorsqu'elles touchent terre mais seulement lorsqu'une future victime l'active. Par exemple, lorsqu'un enfant joue avec ou lorsqu'un engin agricole les touche.

³ Cluster Munitions: Toward a Global Solution, Steve Goose in World Report 2004 by Human Rights Watch, January 2004, <http://www.hrw.org/wr2k4/12.htm>

Mais de nombreuses études ont démontré que les sous-munitions issues des bombes à fragmentation connaissent un degré élevé de non-explosion. Les chiffres les plus optimistes mentionnent 5 % de non-explosion. Mais ce pourcentage peut monter jusqu'à 30 %. Lors d'un bombardement à fragmentation, de très nombreuses sous-munitions non-explosées sont abandonnées sur un large territoire. En fait, des champs de mines sont ainsi créés. Les munitions à fragmentation non-explosées produisent des effets similaires aux mines anti-personnel dont l'utilisation est interdite depuis la Convention d'Ottawa adoptée en 1997.

Pour différentes raisons, les munitions à fragmentation non-explosées sont encore plus dangereuses que d'autres armes non-explosées :

- Primo, de par la grande quantité de munitions dispersée lorsqu'une bombe à fragmentation est larguée.
- Secundo, de par le fait que de nombreuses munitions à fragmentation sont plus sensibles que les mines terrestres et donc plus difficiles à déminer.
- De plus, les bombes à fragmentation sont plus mortelles que les mines terrestres anti-personnelles. Précisément de par la plus forte charge explosive, le nombre de victimes par incident est plus élevé.

Une attaque à fragmentation provoque de toute façon de plus graves effets humanitaires de par la large dispersion des sous-munitions. Même lorsqu'une bombe à fragmentation atteint sa cible militaire, les sous-munitions peuvent encore tuer des civils dans les alentours.

Les sous-munitions abandonnées ont évidemment un impact psychologique important sur la population. Même après la fin de la guerre ou du conflit, l'incertitude reste grande et le danger omniprésent.

Mais les munitions à fragmentation non-explosées ont également d'importantes conséquences socio-économiques. Les terres ou territoires parsemés de munitions à fragmentation deviennent inutilisables pour les civils car trop dangereux. Cela peut, par exemple, mener à l'inaccessibilité de zones habitées, ou à de lourdes pertes de revenus (par exemple, lorsque des terres agricoles deviennent inutilisables). Le nettoyage de tels territoires parsemés de munitions à fragmentation coûte également très cher.

L'utilisation de munitions à fragmentation

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont été, ces dernières décennies, les principaux utilisateurs de munitions à fragmentation. Les Etats-Unis à eux seuls disposent d'une réserve d'un milliard de sous-munitions. Mais au total, 57 pays disposent de réserves de munitions à fragmentation, dont la Belgique, la France, les Pays-Bas, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Soudan, le Chili, la Russie, l'Arabie Saoudite, Israël, l'Iran et l'Irak.

Les munitions à fragmentation ont été utilisées dans au moins 16 pays par au moins 11 Etats. Les pays concernés sont l'Afghanistan, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, le Tchad, l'Erythrée, l'Ethiopie, l'Irak, le Koweït, le Laos, le Liban, la Russie (en Tchétchénie), l'Arabie Saoudite, la Serbie et le Monténégro (entre autres Kosovo), le Soudan et le Vietnam.

Quelques exemples d'utilisation de munitions à fragmentation :

Première guerre du Golfe (1991)

Les bombes à fragmentation ont été massivement utilisées durant la première guerre du Golfe en 1991. Selon un rapport de Human Rights Watch⁴, les Etats-Unis et leurs alliés ont largué 61 000

⁴ *US Cluster Bombs for Turkey?*, A Human Rights Watch Report, vol. 6, no. 19, December 1994, <http://www.hrw.org/reports/1994/turkey2/>

bombes à fragmentation sur l'Irak et le Koweït entre le 17 février et le 28 février 1991. Ces bombes à fragmentation correspondent à environ 20 millions de sous-munitions et représentent un quart des bombes larguées sur l'Irak et le Koweït. Même avec un taux « bas » de non-explosion de 5 %, un million de sous-munitions dangereuses aurait ainsi été abandonné⁵.

Après la guerre, un rapport de l'US Air Force⁶ mentionnait « un taux excessivement élevé de non-explosion », dû à la hauteur d'où ont été larguées les bombes et au fait qu'elles avaient atterri dans le sable et dans l'eau.

1 600 civils ont été tués par les sous-munitions abandonnées, 2 500 ont été blessés. 60 % des victimes avaient moins de 15 ans. Des réfugiés et le personnel des organisations humanitaires internationales ont été exposés à d'importants risques à cause de l'utilisation des bombes à fragmentation dans des zones urbaines (en particulier dans le Sud de l'Irak).

Yougoslavie et Kosovo (1999)

De mars à juin 1999, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont largué 1 765 bombes à fragmentation, chargées de 295 000 sous-munitions. Selon la Mine Coordination des Nations unies, plus de 20 000 sous-munitions non-explosées ont été abandonnées.

Pendant les bombardements, 90 à 150 civils ont été tués et bien plus encore ont été blessés.

Pendant l'année consécutive à la fin de la guerre, au moins 50 civils ont encore été tués et 101 blessés par des sous-munitions non-explosées⁷.

Afghanistan (2001-2002)

Les Etats Unis ont largué 1 288 bombes à fragmentation sur l'Afghanistan (chargées de 248 056 munitions à fragmentation). Selon des estimations « faibles », plus de 12 400 sous-munitions non-explosées ont été abandonnées en Afghanistan⁸.

Irak (2003)

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont largué environ 13 000 munitions à fragmentation sur l'Irak en 2003 (chargées de presque 2 millions de sous-munitions). Contrairement aux guerres précédentes (par exemple au Kosovo, en Afghanistan), la majorité des munitions à fragmentation utilisée était de type sol-sol. Ce sont ces attaques avec des munitions à fragmentation, dans des territoires peuplés, qui ont été la cause principale de blessures et de décès pour les civils irakiens. A Bagdad, à al-Hilla, à al-Najaf, à Basra... des centaines de morts et de blessés civils sont dus aux sous-munitions⁹.

Contexte juridique international

Contrairement aux mines anti-personnelles depuis l'adoption du Traité d'Ottawa, la production, le commerce et l'utilisation de munitions à fragmentation ne sont pas prohibés. Pourtant, les sous-munitions non-explosées représentent un danger comparable pour les civils, voire plus important. Paradoxalement, les munitions à fragmentation ne sont pas concernées par le Traité d'Ottawa.

Selon les principes du droit humanitaire international, les munitions à fragmentation peuvent de fait être considérées comme des armes prohibées. Ce corpus juridique, qui régit le comportement des partis en guerre, considère en effet que celles-ci doivent distinguer les cibles militaires de la population civile. Or, dans la plupart des cas, l'utilisation de munitions à fragmentation ne permet pas une

⁵ *Sur l'utilisation de bombes à fragmentation intégrant des mines terrestres, voir le chapitre sur les mines terrestres.*

⁶ *Gulf War Air Power Survey, US Air Force, vol.II, pt. I (1993)*

⁷ *Civilian Deaths in the NATO Air Campaign, A Human Rights Watch Report, vol. 12, no. 1 (D), février 2000 et Ticking Time Bombs: NATO's Use of Cluster Munitions in Yugoslavia, A Human Rights Watch Report, vol. 11, no. 6 (D), may 1999, <http://www.hrw.org/reports/2000/nato/>*

⁸ *Fatally Flawed, Cluster Bombs and their use by the United States in Afghanistan, Human Rights Watch, december 2002, <http://www.hrw.org/reports/2002/us-afghanistan/>*

⁹ *Off Target: The conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq, Human Rights Watch, November 2003, <http://www.hrw.org/reports/2003/usa1203/>*

telle distinction – de par la portée de cet armement mais également de par le taux élevé de sous-munitions non-explosées qui sont abandonnées.

Dans le cadre de la Convention sur les armes conventionnelles, des initiatives sont prises afin de limiter les risques liés aux armes de guerre non explosés. Le 28 novembre 2003, un accord a été trouvé au sein de cette Convention. Les ONG internationales l'ont accueilli comme un premier pas, mais regrettent que le protocole ne contienne que des « mesures post-guerre ». Rien n'a en effet été fixé en matière de prévention.

Plusieurs pays, dont la Belgique, étaient demandeurs d'un nouveau protocole sur les sous-munitions. Mais des États comme la Chine, la Russie, les États-Unis et le Pakistan se sont fortement opposés à cette initiative et ont obtenu gain de cause.

Entre-temps, certains pays ont essayé de calmer le jeu en annonçant des investissements visant à rendre plus « fiables » les munitions à fragmentation. Des experts pensent néanmoins qu'il est très improbable qu'un armement destiné à couvrir un vaste territoire, puisse un jour devenir très précis.

Campagnes internationales

Le 13 novembre 2003, 85 ONG de 42 pays ont créé à La Haye la Cluster Munition Coalition (Coalition sur les munitions à fragmentation). Les principales ONG derrière la CMC sont, entre autres, Handicap International, Human Rights Watch, Landmine Action UK, Pax Christi (Pays-Bas et Irlande), Protection (Égypte). La CMC a formulé trois exigences auprès des autorités :

- Moratoire sur l'utilisation, la production et le commerce de munitions à fragmentation tant que les problèmes humanitaires corrélés ne sont pas résolus.
- Des moyens accrus en matière d'assistance auprès des communautés et des personnes victimes de sous-munitions non-explosées et d'autres restes de guerre explosifs.
- Les utilisateurs de munitions à fragmentation et d'autres munitions non-explosées doivent accepter leur pleine responsabilité dans le nettoyage, le marquage et le signalement, l'éducation au risque, la mise à disposition d'informations et l'assistance aux victimes.

Selon la CMC, il est plus que nécessaire d'œuvrer rapidement à la mise en place d'une plus stricte réglementation internationale en matière de munitions à fragmentation, en tant que catégorie d'armement. Les munitions à fragmentation représentent un danger immédiat et très important de par leur imprécision et leur grande dispersion. De plus, le danger continue d'exister de nombreuses années après le conflit à cause des sous-munitions non-explosées. Pire, les munitions à fragmentation sont très prisées aujourd'hui et leur prolifération mondiale représente une menace réelle¹⁰.

1.2. Sociétés impliquées dans la production de bombes et de munitions à fragmentation

Forges de Zeebrugge

Forges de Zeebrugge, situé à Herstal (Belgique), est une société appartenant au groupe TDA. TDA (Thomson Dasa Armaments) est à son tour une joint venture entre Thalès (société française d'armements) et EADS Deutschland GmbH (EADS est le deuxième producteur européen d'armements).

¹⁰ The Cluster Munition Coalition, <http://www.cmc-international.org/>

Ces deux sociétés possèdent chacune 50 % des actions de TDA. Forges de Zeebrugge est donc une filiale d'EADS et de Thalès.

Le financement de TDA est assuré par les fonds mis à disposition par les sociétés mères EADS et Thalès. TDA se considère comme l'une des plus importantes sociétés productrices d'armements en Europe. Elle développe des mortiers, des armements de type air-sol, des munitions de génération future et des composants de missiles¹¹.

Le site web de TDA signale que la filiale Forges de Zeebrugge (FZ) à Herstal est leur département Recherche et Développement pour systèmes de missile et leur centre de production et d'essai pour missiles.

Forges de Zeebrugge produit des missiles de type air-sol (68 mm et calibre 2"75) et "fire support" pour hélicoptères ou avions de combat. Ces missiles sont équipés de différents types d'ogives et de sous-munitions.

Dans le manuel Jane 2002, Forges de Zeebrugge se présente entre autres comme producteur de munitions à fragmentation¹².

Forges de Zeebrugge a déjà livré des munitions de fragmentation à l'armée de terre. La société a développé et produit le système de lancement multiple de missile de type FZ 70mm (40-round) LAU97. Il s'agit d'un lanceur de missile très mobile (artillerie légère). Selon nos informations, cet armement n'est pas utilisé par des pays membres de l'OTAN. Mais il est utilisé par les Emirats Arabes Unis. L'Indonésie a également obtenu une licence lui permettant de produire ce système. Celui-ci peut être livré avec un nombre de missiles produits par Forges de Zeebrugge. Un de ces missiles relève clairement de la munition à fragmentation, l'ogive de type "FZ-100 6,2 kg cargo with a payload of nine 0,48 kg anti-personnel/anti-tank bomblets." Ces sous-munitions ont une portée mortelle de 10,5 mètres et peuvent transpercer une plaque d'acier conventionnelle de 105 mm. L'Indonésie produit également, sous licence, les missiles¹³.

Forges de Zeebrugge livre également des systèmes de missile (TDA/FZ) pour les nouveaux hélicoptères de combat Eurocopter Tiger et Rooivalk. L'hélicoptère Rooivalk¹⁴ est équipé de Folding Fine Aerial Rockets (FFAR) de 70 mm, produits par Forges de Zeebrugge, munis d'une série d'ogives adaptables aux cibles visées. L'Afrique du Sud a commandé 12 Rooivalk dont le premier a été utilisé en 1999. Le gouvernement de Malaisie a l'intention de commander des Rooivalk dès que les budgets nécessaires seront disponibles¹⁵.

La gamme de Forges de Zeebrugge inclut également des bombes à impact spécial et des sous-munitions (anti-runaway, close air support, anti-shelter, land-vehicle neutralization...). Les bombes et sous-munitions TDA ont été spécialement développées pour qu'elles puissent être intégrées à des "airborne cargos for stand-off delivery." Cela signifie qu'elles sont également utilisables comme munitions à fragmentation.

¹¹ <http://www.tda-arm.com/fr/presactionnariat.htm>

¹² *Jane's International IDD, 2002*

¹³ *Jane's Defence database*

¹⁴ www.tda-arm.com/fr/products/a.htm

¹⁵ www.army-technology.com/projects/rooivalk

TDA livre également des DPICM¹⁶ (Dual Purpose Improved Conventional Munitions). Les DPICM sont des sous-munitions qui peuvent avoir des effets anti-personnels autant qu'anti-matériels. De telles sous-munitions ont été régulièrement utilisées pendant la dernière guerre du Golfe¹⁷. Ainsi, chaque ogive MLRS¹⁸ contient 644 bombes de type M77 DPICM. Chaque ogive peut atteindre un territoire cible d'un diamètre de 200 mètres. Mais les DPICM ont un taux significatif de non-explosion¹⁹. Un rapport de l'US Third Infantry Division affirme que les officiers américains présents en Irak se servaient à contrecœur de cet armement, parce qu'il connaît un haut degré d'échec, certainement lorsqu'il ne cible pas des routes. Plus de la moitié de l'arsenal disponible en Irak était composé de DPICM²⁰.



La bombe à fragmentation JSOW de Raytheon, larguée par un avion de combat

Raytheon

Raytheon est le leader mondial en matière de développement et de production de systèmes de missile.

Les bombes à fragmentation font également partie de la gamme Raytheon²¹.

Raytheon produit le AGM154 Joint Standoff Weapon (JSOW). Il s'agit d'une bombe de type air-sol qui peut être larguée à haute altitude. Le JSOW peut être livré en trois variantes, dont deux sont des bombes à fragmentation.

La variante AGM154A est une version standard du JSOW. Cette version est une bombe à fragmentation qui contient 145 sous-munitions de type BLU-97/B²². Ces sous-munitions ont des effets anti-personnels autant qu'anti-matériels. Chacune des sous-munitions se fragmente lors de l'explosion en environ 300 morceaux²³. La variante AGM154B Anti-Armor contient six sous-munitions de type BLU 108/B²⁴. Chacune de ces sous-munitions contient à son tour quatre sous-munitions qui se dis-

persent sur le territoire cible et ont des effets anti-personnels autant qu'anti-matériels. Ces sous-munitions sont utilisées dans différents systèmes d'armement²⁵.

Depuis 1999, l'armée de l'air américaine a utilisé les JSOW en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. Le nombre exact de JSOW utilisé pendant la dernière guerre en Irak n'est pas connu. Des munitions à fragmentation de type sol-sol y ont en effet été utilisées pour la première fois. Mais il est certain qu'au moins 253 JSOW ont été largués²⁶. Les JSOW sont utilisés par différents avions de combat, dont le F/A-18, F-16, B-2, B-52²⁷.

¹⁶ <http://www.tda-arm.com/fr/products/a.htm>

¹⁷ TDA produit donc également des DPICM, mais les DPICM de TDA ne sont probablement pas ceux utilisés en Irak.

¹⁸ MLRS = Multiple Launch Rocket System (voir ci-dessous : Lockheed Martin)

¹⁹ <http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/dpicm.htm>

²⁰ *Fires in the Close Fight: OIF (Operation Iraqi Freedom) Lessons Learned, Thitd Infantry Division, n.d.*, http://sill-www.army.mil/Fa/Lessons_Learned/3d%20ID%20Lessons%20Learned.pdf (retrieved November 10, 2003).

²¹ <http://www.raytheon.com/products/jsow/>

²² <http://www.fas.org/man/dod-101/sys/smart/agm-154.htm>

²³ <http://globalsecurity.org/military/systems/munitions/blu-97.htm>

²⁴ <http://www.fas.org/man/dod-101/sys/smart/agm-154.htm>

²⁵ <http://globalsecurity.org/military/systems/munitions/blu-108.htm>

²⁶ *Off Target: The conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq*, Human Rights Watch, November 2003, <http://www.hrw.org/reports/2003/usa1203/>, p. 56

²⁷ <http://www.raytheon.com/products/jsow/>

Raytheon est également producteur de missiles Tomahawk. Ces missiles sont lancés depuis des bâtiments de guerre ou des sous-marins. Les missiles Tomahawk ont deux configurations possibles en matière d'ogives, dont une consiste en un récipient de sous-munitions de type Combined Effect Bomblets. Le Tomahawk est donc également utilisé comme bombe à fragmentation. Le Tomahawk a été utilisé par la marine américaine dans différentes guerres : Desert Storm (1991), Irak (1993), Bosnie (1995), Desert Fox (1998), Operation Allied Force (1999)²⁸.

Lockheed Martin

Lockheed Martin n'est pas seulement le plus gros producteur d'armements au monde, mais également le principal fournisseur du Pentagone, et le plus important exportateur d'armes au monde. Il n'est donc pas étonnant de constater que Lockheed Martin soit également actif dans la production et le commerce de munitions à fragmentation.

La société, plus particulièrement le département Lockheed Martin Missiles and Fire Control, produit le MLRS (Multiple Launch Rocket System), un système de lancement très mobile, capable de lancer 12 missiles MLRS en moins d'une minute. Le MLRS sert à lancer des missiles de type sol-sol²⁹, chargés de munitions à fragmentation. Ces munitions sont également produites par Lockheed Martin.

Un bref aperçu³⁰:

- Le missile de base MLRS (M26), muni d'une ogive avec 644 sous-munitions de type M77 (DPICM), a une portée de 32 km. Ces missiles peuvent donc, en une minute, disperser 8 000 sous-munitions sur un territoire.
- Le missile ERR (M26 A1/A2) a une portée de 45 km et contient 518 sous-munitions de type M77.
- Le missile guidé MLRS XL30 a une portée de 60 km et contient 402 sous-munitions de type DPICM (produit depuis avril 2003).
- Le missile ATACMS Block 1 a une portée de 165 km et contient 950 sous-munitions anti-personnelles/anti-matérielles de type M74.
- Le missile ATACMS Block 1A a une portée de 300 km et contient 275 sous-munitions de type M74.

En mars/avril 2003, des munitions à fragmentation de type MLRS ont été utilisées pendant la guerre en Irak. L'utilisation de munitions à fragmentation de type sol-sol (entre autre, les MLRS) par les troupes américaines et britanniques a été la cause principale du nombre élevé de victimes civiles. Ces munitions ont été utilisées dans des zones habitées, dont Bagdad, Basra, al-Hilal, al-Najaf et Karbala.

Le nombre total de munitions à fragmentation utilisé en Irak reste inconnu. La Troisième Infanterie, la première division Airborne et la 214^e artillerie de terre Brigade ont déclaré avoir utilisé 1 014 missiles de type MLRS et 330 missiles de type ATACMS. Les munitions à fragmentation de type MLRS ont surtout été utilisées pour atteindre des cibles à longue distance. La majorité des sous-munitions utilisée par les Américains était de type DPICM. En Irak, l'usage standard consistait à tirer des salves de six missiles de type MLRS ; une seule de ses salves lance 3 864 sous-munitions sur une zone d'un



Le système MLRS lance un missile de type ATACMS Block 1, composé de 950 sous-munitions (Lockheed Martin)

²⁸ <http://www.raytheon.com/products/tomahawk>

²⁹ <http://www.army-technology.com/projects/mlrs/>

³⁰ Pour une description de ces produits, voir le site web de Lockheed Martin, <http://www.lockheed-martin.com/wms/findPage.do?dsp=fec&ci=20&sc=400>

kilomètre de rayon. Selon un rapport du "American Office of the Under Secretary of Defense for Acquisition, Technology and Logistics," les sous-munitions de type MLRS ont un taux d'échec de 16 %³¹. Avant le début de la guerre en Irak, Human Rights Watch avait demandé aux Etats-Unis d'éviter absolument l'utilisation de quatre sortes de munitions à fragmentation. Human Rights Watch considère clairement l'utilisation de missiles de type MLRS avec des sous-munitions de type M77 comme étant très dangereux pour les civils³².

Le système MLRS, missiles inclus, a déjà été livré par Lockheed Martin à 14 pays dont les Etats-Unis, Israël, le Bahreïn et les Pays-Bas.

Lockheed Martin produit également les Wind Corrected Munition Dispenser. Il s'agit d'un correctif pour munitions à fragmentation (CBU-87, -89 et -97), permettant l'utilisation de ces munitions dans des conditions météorologiques mauvaises, par exemple en cas de vent élevé. Plusieurs bombes à fragmentation larguées par l'armée de l'air américaine pendant la dernière guerre en Irak, étaient équipées de WCMD produits par Lockheed Martin³³.

Lockheed Martin s'est fortement impliqué dans le lobbying pour une guerre en Irak. En 2002, la Coalition pour la libération de l'Irak a été mise en place avec le soutien de l'administration Bush. L'ancien vice-président de Lockheed Martin, Bruce Jackson, en est devenu le président. Cette coalition a promu les projets de Bush pour une guerre en Irak. Ce même Jackson a également participé à la rédaction de la déclaration des 10 de Vilnius : dix États d'Europe centrale et de l'Est – la soi-disant nouvelle Europe – soutenant Bush dans la préparation d'une guerre en Irak. La division entre la « vieille » Europe (Allemagne et France) et la « nouvelle » Europe a permis à Bush de gagner des soutiens à la guerre en Irak. L'épouse du vice-président Dick Cheney, quant à elle, a été membre du Conseil d'administration de Lockheed Martin. Le slogan de Lockheed Martin est « We never forget who we're working for ».

EADS

EADS est le résultat de la fusion en 2000 de trois sociétés à vocation militaire : Deutsche Aerospace Agentur (DASA) d'Allemagne, Aérospatiale Matra de France et Construcciones Aeronauticas S.A. (CASA) d'Espagne. EADS est également présent en Belgique. Le 2 mai 2002, la reprise de Siemens Oostkamp par EADS a été rendue publique³⁴. Siemens Oostkamp livrait déjà depuis des années à EADS (entre autres des pièces pour Eurofighter/Typhoon). Oostkamp fait aujourd'hui partie du département System & Defense Electronics d'EADS. Un cinquième de la production d'EADS est d'ordre militaire. Cela fait d'EADS le deuxième plus important producteur d'armements en Europe et le septième au monde³⁵.

EADS produit également des bombes à fragmentation. Le département allemand d'EADS, EADS/LFK produit les AFDS. Cette bombe à fragmentation peut être larguée par différents avions de combat. L'armée américaine, entre autres, a validé après divers essais l'utilisation d'AFDS par ses F16. L'AFDS a une portée de 9 à 25 km autour du point de largage. Après le largage de la bombe à frag-

³¹ *Off Target: The conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq*, Human Rights Watch, November 2003, <http://www.hrw.org/reports/2003/usa1203/>. Ce rapport décrit également des attaques spécifiques à fragmentation sur des territoires très peuplés ainsi que les victims causés.

³² *Cluster Munitions a Foreseeable Hazard in Iraq*, A Human Rights Watch Briefing Paper, march 2003, <http://www.hrw.org/backgrounders/arms/cluster031803.htm>

³³ <http://www.lockheedmartin.com/wms/findPage.do?dsp=fec&ci=20&sc=400>

³⁴ "EADS strengthens defence business", Communiqué de presse d'EADS, 2 mai 2002, http://www.eads.net/eads/es/index.htm?xml/es/press/archiv/eads2002/defence/sysde/20020502_siemens_e.xml&press

³⁵ <http://www.eads.com>

mentation, celle-ci se dirige de façon autonome vers un territoire cible préprogrammé. Les sous-munitions sont dispersées sur une zone dont la portée peut être réglée. La bombe à fragmentation de type AFDS peut être chargée de différentes sortes de sous-munitions, en fonction de la nature de la mission effectuée par l'avion de combat. Il est également possible de combiner plusieurs types de sous-munitions. EADS peut livrer avec l'AFDS, 6 modèles différents de sous-munitions. Parmi les possibilités : des sous-munitions causant des cratères (pour la destruction d'aéroports et de routes), des sous-munitions antichars... En fonction du modèle utilisé, la capacité de chargement peut varier de 24 à 120 sous-munitions par bombe à fragmentation.

Cette bombe à fragmentation est basée sur la plus ancienne bombe à fragmentation d'EADS, celle de type DWS39, qui est entre autres utilisée par l'armée de l'air suédoise³⁶.

Remarque finale

Les producteurs mentionnés ci-dessus ne sont pas les seuls producteurs de bombes et de munitions à fragmentation. Un descriptif complet de ce marché n'est pas le but de cette recherche. D'autres sociétés ont également fait l'objet de recherches mais n'ont pas été incluses dans ce dossier dans la mesure où il n'y avait pas de lien précis avec les cinq banques analysées. Parmi elles, Insys (RU) et Israeli Military Industries (IMI).

Les bombes à fragmentation produites par ATK sont mentionnées dans le chapitre sur les mines terrestres puisque les sous-munitions utilisées dans ces bombes sont des mines terrestres.

1.3. Les liens entre les producteurs de munitions à fragmentation et les banques

Les garanties bancaires de KBC, Fortis et Dexia auprès de Forges de Zeebrugge.

Forges de Zeebrugge fait relativement peu appel à des institutions financières pour ses financements. La dernière information disponible en la matière date de fin décembre 2002 : Forges de Zeebrugge ne disposait alors pas d'emprunts bancaires à long terme. La société recourait par contre, de façon limitée, à des crédits bancaires à court terme ; nous n'avons pas pu identifier l'institution bancaire à l'origine de ces financements.

Forges de Zeebrugge a par contre obtenu différentes garanties bancaires de la part de 3 banques. Ces garanties bancaires servent à obtenir des crédits de la part des fournisseurs et des acomptes de la part des clients. Si Forges de Zeebrugge n'arrive pas à rembourser les fournisseurs ou à fournir les biens payés en acompte, alors la banque intervient pour indemniser le fournisseur ou le client. Forges de Zeebrugge disposait fin 2002, de la part de ces banques, de garanties bancaires à hauteur des montants totaux suivants³⁷:

CBC (groupe KBC)	5.080 \$
	156.746 EURO
Banque Artesia (groupe DEXIA)	1.904.762 \$
Fortis Bank	136.896 \$
	898.118 EURO

³⁶ Brochure d'EADS sur le système AFDS et <http://www.eads.com/frame/lang/en/xml/content/OF0000000400004/2/04/28100042.html>

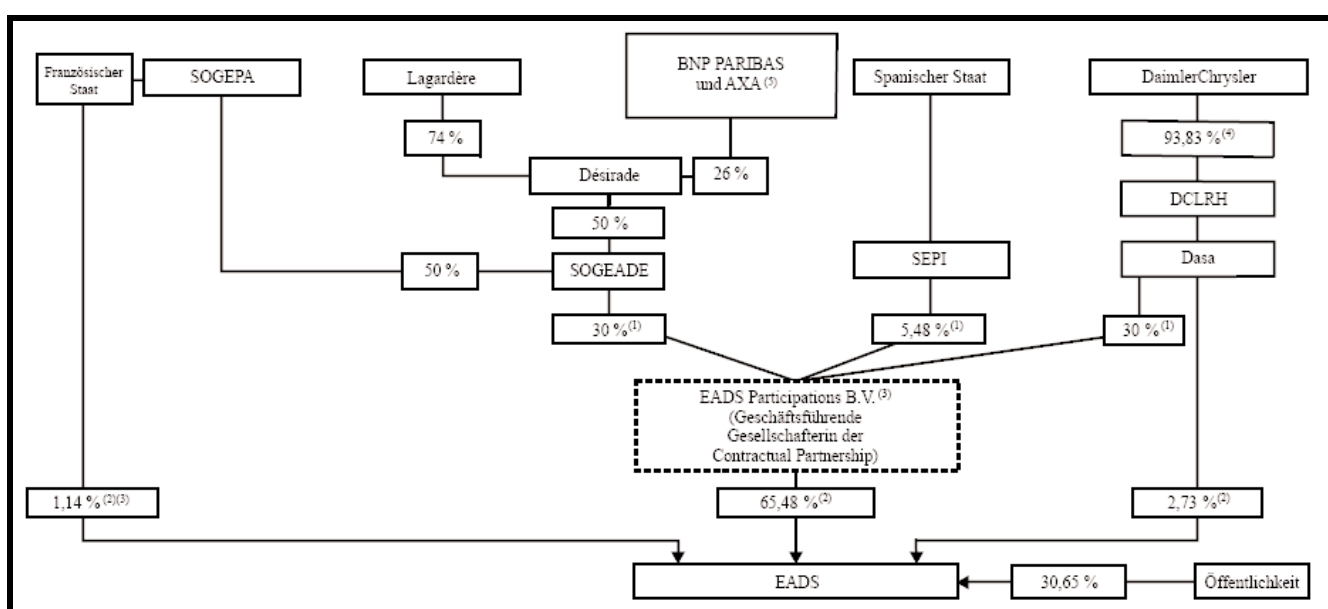
³⁷ Comptes Annuels 2002, Forges de Zeebrugge, Herstal, juin 2003

Une facilité de crédit d'ING à EADS

En juillet 2002, EADS a obtenu une facilité de crédit de 2 850 millions d'euros de la part d'un syndicat bancaire international dirigé par BNP Paribas (France), Deutsche Bank (Allemagne) et JP Morgan (EU). Parmi ces trente banques, ING participait à hauteur d'un montant situé entre 50 et 100 millions d'euros. Une première part de cette facilité court sur un an, tandis que la seconde, plus importante, court sur 5 ans. Ce type de crédit est utilisé comme fonds de roulement et de réserve pour l'émission d'obligations³⁸.

AXA, un des actionnaires les plus importants lors de la création d'EADS

En même temps que la fusion donnant lieu à la création de l'entreprise, EADS a été introduit en bourse à Francfort, Paris et Madrid. A travers une structure complexe, AXA était co-actionnaire d'EADS lors de la création de l'entreprise (voir tableau ci-dessous)³⁹.



Comme le souligne le tableau ci-dessus, le holding français Sogead et l'entreprise américano-allemande DaimlerChrysler étaient les plus importants actionnaires d'EADS, chacun disposant de 30 % des actions. Cette situation a à peine changé, les deux actionnaires majoritaires possédant maintenant 30,1 % des actions⁴⁰.

La moitié des actions de Sogead est détenue par l'Etat français et l'autre moitié par le holding Désirade. L'actionnaire majoritaire à 74 % de Désirade était le groupe français Lagardère, tandis que les banques françaises BNP Paribas et AXA détenaient ensemble 26 %. Il avait été convenu que les deux banques vendraient leurs actions en juillet 2003 à Lagardère⁴¹. Nous ne savons pas si cela a été fait.

³⁸ Netherlands–Loans, Euroweek, London, 19 July 2002

³⁹ Verkaufsprospekt European Aeronautic Defence and Space Company EADS N.V., Amsterdam, juillet 2000

⁴⁰ Aero-notes nr. 9, EADS, Amsterdam, december 2003

⁴¹ Verkaufsprospekt European Aeronautic Defence and Space Company EADS N.V., Amsterdam, 7 juillet 2000

Investissements des 5 banques analysées

Les institutions bancaires investissent⁴² les montants suivants dans des producteurs de munitions à fragmentation⁴³.

INVESTISSEMENTS DANS LES PRODUCTEURS DE MUNITIONS À FRAGMENTATION (NOMBRE D' ACTIONS)							
Société	Groupe Axa	Groupe DEXIA	Groupe Fortis	Groupe ING	Groupe KBC	Total	%
<i>EADS</i>	208.167	172.047	791.760	606.646	58.817	1.837.437	0,23%
<i>Lockheed Martin</i>	9.307.995	32.049	49.240	1.447.879	127.716	10.964.879	2,45%
<i>Raytheon</i>	1.169.782	138.465	59.222	231.269	106.889	1.705.627	0.41%

INVESTISSEMENTS DANS LES PRODUCTEURS DE MUNITIONS À FRAGMENTATION (VALEURS DES ACTIONS EN DOLLARS US)						
Société	Groupe Axa	Groupe DEXIA	Groupe Fortis	Groupe ING	Groupe KBC	Total
<i>EADS</i>	4.787.559	3.956.848	18.209.408	13.952.036	1.352.711	42.258.562
<i>Lockheed Martin</i>	430.774.009	1.483.228	2.278.827	67.007.840	5.910.696	507.454.600
<i>Raytheon</i>	35.561.373	4.209.336	1.800.349	7.030.578	3.249.426	51.851.062

1.4. Conclusion

Malgré le caractère très controversé des munitions à fragmentation, l'implication dans ces systèmes d'armements ne pose problème à aucune des institutions bancaires analysées.

Les institutions financières cessant de financer les munitions à fragmentation.

ABN Amro met fin à ce type de financements

Sous la pression d'actions de la part du parti politique néerlandais d'opposition SP (Parti socialiste), ABN Amro s'est retiré en février 2004 de la société britannique Insys, qui teste des bombes à fragmentation pour l'armée britannique. ABN Amro détenait un peu moins de 18 % d'Insys via le fonds d'investissement britannique The Fifth ABN Amro Causeway Development Capital Fund. Dans un commentaire, la banque explique qu'elle a affiné sa politique en matière de défense en novembre 2002. Cette nouvelle politique implique qu'ABN Amro ne contractera plus de transactions ni n'engagera plus de relations avec des sociétés liées à la production de bombes à fragmentation⁴⁴.

Cette politique « affinée » d'ABN Amro constitue un précédent important. Il s'agit d'un premier pas vers une politique d'investissement durable et pacifique. Cette banque fait ainsi un choix éthique important. Elle ne veut plus être associée à des bombes à fragmentation. Il s'agit clairement d'un choix individuel de la part de cette banque, au-delà des obligations strictement légales. Car, malgré le caractère fortement controversé des bombes à fragmentation, ce genre d'armements

⁴² Autant directement qu'indirectement. « Directement » signifie « pour son propre portefeuille ». « Indirectement » signifie « à travers des fonds d'investissement proposés à leurs clients ».

⁴³ Shareworld, base de données consultée en mars 2004

⁴⁴ ABN Amro's toelichting op Insys en clusterbommen, Communiqué de presse ABN Amro, 18 février 2004

n'est pas prohibé. Au contraire, les bombes à fragmentation ont beaucoup été utilisées ces dernières années par l'armée américaine, britannique et néerlandaise et ce dans de nombreux conflits (voir pages 5 et 6).

Mais ABN Amro a encore du pain sur la planche avant de pouvoir pleinement mettre en œuvre sa nouvelle politique. En février 2003, EADS, un géant producteur de bombes à fragmentation dont le siège est aux Pays-Bas, a lancé un programme lui permettant de mettre régulièrement des obligations sur le marché (jusqu'à une valeur totale de 3 milliards d'euros), afin de re-financer des emprunts bancaires à long terme. ABN Amro Bank est un des revendeurs de ces obligations⁴⁵. De telles transactions commerciales avec un producteur de bombes à fragmentation comme EADS ne correspondent plus à la politique affichée par cette banque et doivent donc absolument être évitées.

The Norwegian Government Petroleum Fund

Ce fonds d'Etat norvégien est un fonds mixte, créé en 1990, où atterrissent tous les revenus pétroliers de l'Etat norvégien. Ce fonds investit ces ressources financières à hauteur de 40 % dans des actions, et à hauteur de 60 % dans des obligations. Chaque année, il transfère une partie de ses ressources aux caisses d'Etat afin de contribuer au maintien de son équilibre budgétaire. Le fonds est également considéré en Norvège comme un investissement important dans l'économie norvégienne pour les générations futures. On prévoit en effet que l'économie norvégienne pourra de moins en moins compter sur d'importantes réserves de pétrole. Une grande partie des revenus pétroliers doit donc être mise de côté afin de pouvoir être utilisée durant les périodes plus difficiles à venir - dues à la diminution des revenus pétroliers d'une part et le vieillissement de la population d'autre part⁴⁶.

En 2002, le gouvernement norvégien a mandaté une commission afin de proposer des lignes de conduite éthique à l'intention de ce fonds. Cette commission a présenté son rapport au ministère des Finances en juin 2003. Les autorités formuleront, à partir de ce rapport, des propositions pour une politique éthique⁴⁷.

Le rapport de la commission propose que le Petroleum Fund n'investisse plus dans des sociétés productrices de bombes à fragmentation. Les sociétés productrices de composants-clefs de bombes à fragmentation devraient également être exclues des futurs investissements.

L'argumentaire sur lequel s'appuie le rapport est double : primo, ces armements causent un énorme problème humanitaire ; second, ces armements ne font pas de distinction entre cibles militaires et civiles et violent donc le droit humanitaire international⁴⁸.

⁴⁵ EADS signs up to EuroMTNs with Barclays, *Euroweek*, Londen, 24 January 2003; EADS to initiate Euro Medium Term Note (EMTN) programme with Eurobond benchmark transaction, *Communiqué de presse EADS*, Amsterdam, 6 février 2003.

⁴⁶ *The Norwegian Government Petroleum Fund*, Norwegian Ministry of Finance, October 2003, <http://odin.dep.no/archive/finvedlegg/01/28/fakta046.pdf>

⁴⁷ <http://www.odin.dep.no/fin/engelsk/p10001617/p10002777/index-b-n-a.html>

⁴⁸ *Report from the Government Commission on Ethical Guidelines for the Government Petroleum Fund*, June 2003, <http://odin.dep.no/fin/engelsk/p10001617/p10001682/006071-220009/index-dok000-b-n-a.html>

Chapitre 2

Mines terrestres

2.1. Mines terrestres

Une mine est une munition placée sous, sur ou proche du sol ou d'une autre surface, et fabriquée de telle façon qu'elle explose lorsqu'une personne ou un véhicule se trouve à proximité de la mine ou la touche. Cette définition indique qu'il y a de fait deux sortes de mines : les mines antichars et les mines antipersonnel.

Les mines antipersonnel peuvent blesser ou tuer une ou plusieurs personnes. Elles sont conçues pour exploser en présence, à proximité ou au contact d'une ou plusieurs personnes.

Les mines fabriquées de telle façon qu'elles explosent au contact d'un véhicule, et qui sont équipées d'une protection contre le maniement par des personnes, ne sont pas considérées comme des mines antipersonnel. Ce sont des mines antichars⁴⁹. Celles-ci sont en règle générale fabriquées de manière à exploser en cas d'une pression de plus de 100 kg. Mais les mines antichars ne font évidemment pas de distinction entre un char et, par exemple, un tracteur.

Ce chapitre concerne surtout les mines antipersonnel. Il y a différentes sortes de mines antipersonnel, en fonction des dégâts qu'elles causent. Les mines de type blast provoquent avant tout de lourdes blessures aux pieds et aux jambes, et mènent souvent à des amputations. Des mines à fragmentation éclatent en milliers de morceaux qui se dispersent sur une distance allant jusqu'à 50 mètres. Certaines de ces mines s'élèvent d'abord à une hauteur de 1,5 mètres avant d'exploser. De cette façon, elles atteignent également le ventre (pour un adulte) ou la tête (pour un enfant).

Les smart mines (mines intelligentes) sont équipées d'un mécanisme d'autodestruction ; après un laps de temps, elles se détruisent elles-mêmes. En soi, elles n'ont rien d'intelligent : ces mines ne distinguent pas plus les militaires des civils.

Les mines terrestres peuvent être posées à la main, mais elles peuvent également être larguées par un hélicoptère, un avion ou une batterie d'artillerie (Remotely delivered, R/D)⁵⁰.

Qu'est-ce qui rend les mines terrestres si controversées ?

« La mine a été fabriquée afin de neutraliser des personnels militaires. Des recherches opérationnelles ont démontré qu'il vaut mieux neutraliser un homme que le tuer. Un homme blessé requiert attention, transport et évacuation vers l'arrière, causant ainsi des gênes dans le trafic sur la zone de combat. Une personne blessée a également un effet psychologique négatif sur ses compagnons de combat. »

– source : une brochure de Pakistan Ordnance Factories, « Technical Specifications for Mine Anti-personnel (P4 MK2) ».

⁴⁹ *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on their Destruction, United Nations, 1997*

⁵⁰ *Landmines, The Problem, International Campaign for a Ban on Landmines, www.icbl.org*



Jouant dans l'herbe, Fanar Zekri Baker, 9 ans, a perdu ses deux jambes lorsqu' il a marché sur une mine terrestre

Les mines terrestres, contrairement aux munitions à fragmentation, ne sont pas fabriquées pour exploser lorsqu'elles touchent le sol. Elles ne doivent exploser qu'au contact d'une victime potentielle.

Les mines anti-personnelles n'ont donc pas de cible précise. Elles se trouvent quelque part, prêtes à exploser lorsqu'elles sont touchées. Elles ne distinguent pas le pied d'un soldat du pied d'un civil ou d'un enfant.

La personne survivant à l'explosion d'une mine terrestre doit, dans la grande majorité des cas, subir des amputations, et faire face à une longue période de rééducation. Ainsi, au Cambodge, 35 000 personnes ont dû subir une amputation suite à l'explosion d'une mine terrestre. Ces dernières décennies, à travers le monde, des centaines de milliers de personnes ont été blessées ou tuées par des mines terrestres⁵¹.

La plupart des estimations considèrent que chaque année 26 000 civils sont tués ou blessés par des mines terrestres. Parmi eux, il y aurait 8 000 à 10 000 enfants. Pour différentes raisons, les enfants sont très vulnérables aux mines terrestres. De par leur petite taille, ils se trouvent plus proches de l'explo-

sion d'une mine terrestre. Leurs blessures sont donc souvent plus graves que celles des adultes. Les enfants sont évidemment également curieux, jouent souvent à l'extérieur, quittent les chemins balisés et soulèvent quelque fois une mine parce qu'ils veulent jouer avec.

Les enfants victimes d'une mine terrestre représentent un coup très dur pour leur famille. Outre les conséquences psychologiques, les conséquences financières sont également très lourdes. Les enfants ont souvent besoin d'une nouvelle prothèse tous les six mois (du fait de leur croissance), les adultes tous les 3 à 5 ans.

Les victimes de mines terrestres sont souvent dépendantes de soins médicaux pour le reste de leur vie. Dans de nombreux cas, leur réhabilitation dans la société ne va pas de soi. Les victimes de mines terrestres ne sont souvent plus productives et perdent donc toute valeur économique pour la communauté⁵².

Les mines terrestres demeurent également une menace quotidienne pour la communauté. Même après la fin d'un conflit, les mines terrestres abandonnées continuent de tuer. Leur présence dans une région rend difficiles le développement et la reconstruction. Des sols potentiellement minés ne sont pas utilisables.

Les mines terrestres non-explosées représentent évidemment une menace psychologique permanente.

Dans des pays tels que l'Afghanistan, l'Angola, la Bosnie, le Cambodge, la Tchétchénie, la Croatie, l'Irak, le Mozambique, le Nicaragua, la Somalie, ainsi que dans nombre d'autres pays, les mines terrestres constituent une menace quotidienne⁵³.

En 1997, un traité international a été adopté qui prohibe l'utilisation, la production et le commerce de mines terrestres (voir page 19).

⁵¹ *Landmines, The Problem, International Campaign for a Ban on Landmines, www.icbl.org*

⁵² *Landmines, Their Impact, http://www.landmines.org.uk/268*

⁵³ *Landmines, The Problem, International Campaign for a Ban on Landmines, www.icbl.org*

L'utilisation de mines terrestres

Historique de la mine terrestre

Les mines terrestres ont pour la première fois été utilisées en grand nombre durant la Seconde Guerre mondiale. Elles ont surtout été employées contre des chars. Plus de 300 millions de mines antichars auraient été dispersées par les différentes armées. Les mines antichars étaient facilement récupérables par la partie adverse et utilisées contre ceux qui les avaient posées. Afin d'éviter cela, des mines antipersonnel ont été fabriquées afin d'entourer les mines antichars.

A l'origine, les mines antichars et antipersonnel étaient surtout des armes défensives, tactiques. Elles étaient utilisées afin de protéger certains territoires, pour éviter que des troupes ennemies puissent atteindre des bases militaires et des installations importantes comme des centrales électriques ou des stocks d'eau.

Les mines antipersonnel développées pendant les années 1960 pouvaient être larguées par des avions et ainsi être dispersées sur un territoire entier. Cette nouvelle évolution rendait possible une utilisation stratégique et offensive des mines... afin de couper les armées de leurs bases, terroriser des communautés, faire fuir des villages entiers, rendre inutilisable l'infrastructure nationale (ponts, sources d'eau, routes...), etc.

L'armée américaine a utilisé cette stratégie pour la première fois pendant la guerre du Vietnam. Mais elle a également eu un impact négatif sur les troupes américaines. En effet, de nombreux soldats américains ont été victimes des mines posées par leur propre armée. 28 % des Américains morts au Vietnam ont été victimes de mines terrestres.

A partir des années 1960 et 1970, les mines terrestres ont été de plus en plus utilisées par les armées du monde entier, mais également par des troupes paramilitaires ou de type guérilla car elles étaient peu chères, très efficaces et faciles à se procurer...⁵⁴

Ces vingt-cinq dernières années, les principaux producteurs et exportateurs de mines terrestres étaient la Chine, l'Italie, l'ancienne URSS et les Etats-Unis ; 50 pays auraient produit 200 millions de mines anti-personnelles⁵⁵. La Chine, la Russie et les Etats-Unis font partie des 44 pays qui n'ont toujours pas signé le Traité d'Ottawa concernant les mines terrestres⁵⁶.

Utilisation récente de mines terrestres

Les Etats-Unis ont admis avoir largué, en 1991, 117 634 mines terrestres en Irak et au Koweït, dont 27 967 mines antipersonnel qui ont surtout été larguées à l'aide de bombes à fragmentation de type GATOR⁵⁷. Durant cette même guerre, l'armée de l'air britannique a largué des bombes à fragmentation, chargées d'entre autres 21 500 mines antipersonnel de type HB876. Entre-temps, le Royaume-Uni a signé le Traité d'Ottawa et a détruit son stock de mines HB876⁵⁸.

Les Etats-Unis ne se sont a priori pas servis de mines terrestres lors des guerres récentes en Afghanistan et en Irak. En Afghanistan, l'armée américaine s'est habilement servie de champs de mines datant de la période soviétique pour se mettre en sécurité. Les Etats-Unis ont refusé d'exclure l'utilisation de mines terrestres en Irak⁵⁹. Au moins 90 000 mines terrestres ont été stockées par eux au Bahreïn, au Koweït, en Oman, au Qatar et en Arabie Saoudite⁶⁰.

⁵⁴ *History of Landmines*, <http://www.landmines.org.uk>

⁵⁵ *Landmines, The Problem, International Campaign for a Ban on Landmines*, www.icbl.org

⁵⁶ <http://www.icbl.org/>

⁵⁷ "GAO-02-1003: MILITARY OPERATIONS: Information on US Use of Land Mines in the Persian Gulf War", US General Accounting Office, Washington DC, September 2002, pp.8-9

⁵⁸ *Cluster bombs: the Military Effectiveness and Impact on Civilians of Cluster Munitions*, Rae Mc Grath, Landmine Action, August 2000

⁵⁹ *Landmine Monitor Report 2003, chapter United States of America*, <http://www.icbl.org/lm/2003/usa.html>

⁶⁰ *Off Target: The conduct of the War and Civilian Casualties in Iraq*, Human Rights Watch, November 2003, p.99, <http://www.hrw.org/reports/2003/usa1203/>

La Russie a admis avoir utilisé des mines antipersonnelles en Tchétchénie et au Tadjikistan durant les 6 dernières années. Elle a nié en avoir utilisé en Géorgie⁶¹.

Le Pakistan a admis que, lors de récents conflits frontaliers avec l'Inde, les deux parties ont créé des champs de mines à usage défensif. Il affirme que tout a été fait afin de minimiser les dangers pour la population civile. Mais, « quelques incidents mineurs impliquant des civils vivant dans cette zone ont été signalés » selon le Director General of the Strategic Plans Division of the Joint Staff Headquarters dans une lettre au PCBL, (branche pakistanaise de la campagne pour l'interdiction des mines terrestres), de mars 2003⁶².

Contexte juridique international

Le droit humanitaire international

L'utilisation de mines terrestres est clairement en contradiction avec le droit humanitaire international. Cet ensemble de textes codifiant le droit de la guerre, pose en effet comme principe que les belligérants doivent distinguer les cibles militaires de la population civile. Il est clair que cela n'est pas le cas pour les mines terrestres.

Belgique

La Belgique a été un précurseur dans la lutte contre les mines antipersonnel. Le 9 mars 1995, une loi a été votée en Belgique – première mondiale – interdisant la production, l'achat, la vente, l'exportation et l'utilisation de mines antipersonnel. Cette loi a été élargie avec l'obligation faite à l'Etat de détruire d'ici 3 ans le stock existant. En décembre 1996, 313 472 mines antipersonnel en possession belge ont été détruites à Pinnow, en Allemagne⁶³.

Le Traité d'Ottawa

En 1996, le Canada a lancé un processus afin d'aboutir à un traité international interdisant les mines anti-personnelles. Après plusieurs conférences, en décembre 1997, 122 gouvernements signaient le Traité dit d'Ottawa.

En ratifiant ce traité, un Etat s'engage à ne jamais :

- se servir de mines antipersonnel ;
- développer, produire, vendre, stocker, garder ou transmettre à une partie tierce des mines antipersonnel ;
- offrir assistance, encourager ou inciter, de quelle façon que ce soit, participer à une des actions mentionnées ci-dessus, prévues par le traité.

Chaque signataire s'engage à détruire ses propres stocks de mines antipersonnel⁶⁴.

La Belgique a immédiatement signé le Traité d'Ottawa et l'a ratifié en 1998. Aujourd'hui, 152 Etats ont déjà signé le traité. 44 Etats n'ont pas encore signé le traité, parmi eux, la Chine, Cuba, l'Iran, l'Irak, Israël, le Pakistan, la Russie, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis⁶⁵.

⁶¹ *Landmine Monitor Report 2003, chapter Russia*, <http://www.icbl.org/lm/2003/russia.html>

⁶² *Landmine Monitor Report 2003, chapter Pakistan*, <http://www.icbl.org/lm/2003/pakistan.html>

⁶³ *Information obtenue auprès de Handicap International Belgium*

⁶⁴ *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction, Ottawa, 1997*

⁶⁵ <http://www.icbl.org/ratification> en <http://www.icbl.org/treaty/nonsign.php3>

Campagnes internationales

De nombreuses organisations travaillent sur la question des mines terrestres : Human Rights Watch, Landmine Action, Diana – The Work Continues, Handicap International, etc.

L'International Campaign to Ban Landmines, un réseau de 1 200 ONG dans 60 pays, est particulièrement important. En 1997, celui-ci a reçu le prix Nobel de la Paix. Chaque année, cette ONG publie le Landmine Monitor Report, avec des informations actualisées sur les mines terrestres à travers le monde⁶⁶.

La nouvelle politique en matière de mines terrestres des Etats-Unis

Très récemment, le 27 février 2004, les Etats-Unis ont modifié leur politique en matière de mines terrestres. Le président Bill Clinton voulait amener Washington à entièrement cesser l'utilisation de mines antipersonnel en 2006 et à signer le traité d'Ottawa. Les Etats-Unis sont aujourd'hui le seul Etat membre de l'OTAN à ne pas avoir signé le Traité d'Ottawa. Mais le président Bush a mis fin à cette politique.

Les Etats-Unis vont désormais continuer la production et l'utilisation de mines antipersonnel, en se limitant par contre aux mines « intelligentes », équipées d'un mécanisme d'autodestruction⁶⁷.

Selon Human Rights Watch, cette décision est un énorme pas en arrière. Les Etats-Unis vont pouvoir utiliser à travers le monde des mines antipersonnel « intelligentes ».

Et les Etats-Unis ne cesseront pas l'utilisation en Corée de mines terrestres « stupides » en 2006 comme prévu initialement mais seulement en 2010.

Les Etats-Unis se retrouvent ainsi très isolés : ils ne rejoignent pas le groupe des 152 pays ayant signé le Traité d'Ottawa. Des 44 signataires, ils sont également les seuls à ne pas vouloir envisager une future interdiction des mines antipersonnel. Ceci est en pleine contradiction avec tous les efforts entrepris par les Etats-Unis depuis des années. L'armée américaine n'aurait plus utilisé de mines antipersonnel depuis 1991, en Irak. Ils n'en auraient plus exporté depuis 1992, et plus produit depuis 1997. De plus, ils en auraient détruit 3 millions entre temps⁶⁸.



Carte postale utilisée par Human Rights Watch afin d'inciter les Etats Unis à se joindre à l'interdiction mondiale des mines terrestres

⁶⁶ Site web d'International Campaign to Ban Landmines, <http://www.icbl.org>

⁶⁷ New United States Policy on Landmines: Reducing Humanitarian Risk and Saving Lives of United States Soldiers, Fact Sheet, Bureau of Political-Military Affairs, Washington DC, February 2004, <http://www.state.gov/t/pm/rls/fs/30044pf.htm>

⁶⁸ New US Landmine Policy, Questions and Answers – What is New about this Policy?, Human Rights Watch, 2004, <http://hrw.org/english/docs/2004/02/27/usint7678.htm>
<http://hrw.org/english/docs/2004/02/27/usint7678.htm>

Les mines terrestres sont devenues encore plus dangereuses pour les civils du fait de leurs évolutions technologiques. Les systèmes de largage à distance permettent de disperser plus rapidement un nombre toujours plus important de mines sur un territoire. Les mines en plastique sont quasiment indétectables par les services de déminage. Certaines mines équipées de capteurs électroniques sont capables de compter le nombre de passants avant d'exploser mais elles ne sont toujours pas capables de distinguer les civils des militaires. Des mines autodestructrices, qui explosent à un moment donné, peuvent toujours causer des victimes civiles. Il existe maintenant également des mines qui se neutralisent elles-mêmes sans exploser. Mais ce mécanisme d'auto-neutralisation n'est pas infaillible, et il est impossible de vérifier si une mine s'est neutralisée ou non⁶⁹.

Les Etats-Unis défendent cette stratégie en s'appuyant sur des arguments humanitaires. Ils affirment qu'en n'utilisant que des mines dites « intelligentes » – de type antipersonnel et antichars – ils éliminent toute menace pour les civils⁷⁰.

La réalité est tout autre. Une mine terrestre « intelligente » est peut-être moins dangereuse qu'une mine terrestre « stupide », mais elle reste néanmoins très dangereuses pour les civils. Une telle mine reste active (avant de s'autodétruire) jusqu'à 19 semaines. Durant toute cette période, les civils courent les mêmes dangers qu'avec les mines « stupides ». Mais, surtout, le mécanisme d'autodestruction d'une telle mine connaît un important taux d'échec. A de nombreuses occasions, de sérieux problèmes avec ces mécanismes de destruction ont été signalés. Une mine peut donc être abandonnée amorcée. En cas de nettoyage, toute mine doit donc être considérée comme potentiellement dangereuse. De plus, ces mines « intelligentes » sont larguées en grande quantité sur un territoire (par des avions ou une batterie d'artillerie). L'impact humanitaire de ces mines reste donc important, indépendamment de la présence ou non d'un mécanisme d'autodestruction⁷¹.

La récente décision des Etats-Unis fera réfléchir à deux fois les autres Etats non-signataires avant qu'ils ne cessent d'utiliser les mines antipersonnel. Il s'agit donc d'un important pas en arrière pour celles et ceux qui rêvaient d'un monde sans mine terrestre.

2.2. Sociétés impliquées dans la production de mines terrestres

Top secret

La production de mines terrestres reste taboue. Même dans le secteur de la défense, habituellement peu gêné par ses propres produits, peu d'informations circulent sur les implications respectives dans la production de mines terrestres. Ceci est logique dans de nombreux pays, puisque 152 pays ont signé le Traité d'Ottawa et la production de mines anti-personnelles y est désormais interdite. Dans d'autres pays, non-signataires du Traité d'Ottawa, de nombreuses sociétés ne mentionnent pas, non plus, facilement leur implication dans les mines terrestres. Ces produits ne sont, par exemple, pas mentionnés sur leurs sites web.

Assez logiquement, il est donc très difficile de rassembler des informations fiables et complètes concernant la production de mines terrestres. Human Rights Watch, en particulier sa branche Arms Project, a déjà effectué des recherches de qualité sur les producteurs de mines terrestres. De nombreuses sociétés, productrices de mines anti-personnelles, sont des entreprises d'Etat (Pakistan Ordnance Factories, Romtecnica (Roumanie), Norinco (Chine)), de pays non-signataires du traité d'Ottawa.

⁶⁹ *History of Landmines*, <http://www.landmines.org.uk>

⁷⁰ *New United States Policy on Landmines: Reducing Humanitarian Risk and Saving Lives of United States Soldiers, Fact Sheet*, Bureau of Political-Military Affairs, Washington DC, February 2004, <http://www.state.gov/t/pm/rls/fs/30044pf.htm>

⁷¹ *New US Landmine Policy, Questions and Answers – What is New about this Policy?*, Human Rights Watch, 2004, <http://hrw.org/english/docs/2004/02/27/usint7678.htm>; *Human Rights Watch Position Paper on "Smart" (Self-Destructing) Landmines*, Human Rights Watch, 2004, http://hrw.org/english/docs/2004/02/27/7681_txt.htm

De temps en temps, certains mini-scandales éclatent. Ainsi, lors du salon de l'armement DSEI à Londres, Pakistan Ordnance Factories et Romtecnica ont proposé à des journalistes d'investigation britanniques d'acheter des mines terrestres - ce qui est illégal sur le territoire britannique puisque le Royaume-Uni a voté en 1998 la UK Landmines Act interdisant la production, l'achat, la promotion et le transfert de mines antipersonnel. Le 1er mars 1999, le parlement britannique a ratifié le Traité d'Ottawa.

Un autre scandale éclata en Grande-Bretagne lorsqu'en avril 2002 un journaliste de la BBC qui se faisait passer pour un acheteur potentiel, reçut une proposition de vente de la part du manager de la société britannique PW Defence, une filiale du groupe Chemring. Chemring affirme pourtant ne plus vendre ce produit depuis 1997 et l'avoir exclu de son catalogue de vente depuis 1999. Malgré tous ces mini-scandales, aucune société n'a été mise en examen suite aux enquêtes policières⁷².

L'implication dans la production ou la vente de mines antipersonnel n'est donc pas facilement reconnue par le secteur de la défense.

Singapore Technologies Engineering

Singapore Technologies Engineering (STE) est une grande société de Singapour, cotée en bourse à Singapour (SGX) depuis septembre 1997. Elle a également été intégrée dans différents index boursiers, tels que Straits Time Index, DBS50, S&P Asia Pacific 100 et MSCI Singapore Free Index. STE appartient pour plus de 50 % à Singapore Technologies, un holding d'Etat⁷³.

En 2003, STE a réalisé un chiffre d'affaires de 2,82 milliards de dollars Singapour (environ 1,4 milliards d'euros)⁷⁴.

STE a déclaré elle-même que le marché militaire constituerait son commerce principal. En 2002, ce marché a représenté 57 % de son chiffre d'affaires⁷⁵.

Singapore Technologies est constitué de 4 grands départements : Aerospace, Marine, Land systems et Electronics. Nous nous intéresserons en particulier au département Land systems. Ce département prend la forme d'une filiale appartenant à 100 % à STE, Singapore Technologies Kinetics (STK). STK développe et produit des plateformes, des armes, des munitions et des systèmes motorisés, et travaille autant pour des clients privés que pour des ministères de la Défense, à travers le monde. L'unité Défense au sein de STK est un très important fournisseur d'armes et de munitions auprès du ministère de la Défense de Singapour. Mais elle exporte également ses produits à des forces militaires de 20 pays⁷⁶.



Une affiche de la campagne de sensibilisation du Think Centre lancée début 2004 à Singapour.

Mines terrestres !

STK produit également des mines terrestres. Ces mines terrestres ne sont pas mentionnées sur leur site web, mais différentes sources en confirment l'existence. En 2000 et 2001, le ministère de la Défense de Singapour a confirmé par écrit que STK était la seule société à Singapour à produire des

⁷² DSEI 2003 : International Arms Market, a report by Campaign Against Arms Trade, september 2003

⁷³ <http://www.stengg.com/investorelations/shareholderinfo.aspx>

⁷⁴ Annual Report 2003, Singapore Technologies Engineering, Singapore, march 2004

⁷⁵ <http://www.stengg.com/investorelations/financialinformation.aspx>

⁷⁶ <http://www.stengg.com/kinetics/ourbusiness.aspx>

mines antipersonnel. Cela a également été confirmé en 2001 par l'ambassadeur de Singapour aux Etats-Unis.

En 2003, il a de nouveau été confirmé que STK était la seule société de Singapour produisant encore des mines antipersonnel. Il s'agit des deux modèles suivants : une mine en plastique (le VS-50) et une mine à fragmentation « sautante » (la VS-69). Ce dernier type peut être largué en quantité sur un large territoire⁷⁷.

Le 20 avril 2001, la Banque Centrale de Norvège a demandé par écrit à STK si elle produisait des mines terrestres. Quatre jours plus tard, la réponse, un peu indirecte, de la part du département même, affirmait « ne pas produire de mines terrestres pour l'export »⁷⁸.

La production de mines terrestres n'est pas illégale à Singapour puisque le pays n'a toujours pas signé le traité d'Ottawa. Depuis février 1998, l'exportation de mines terrestres depuis Singapour n'est par contre plus permise. Les autorités affirment que les mines terrestres de STK sont uniquement produites à des fins d'exercice et d'une utilisation défensive par sa propre armée. Singapour n'a par ailleurs jamais participé à un programme humanitaire international de déminage⁷⁹.

Producteurs américains

En 1997, Human Rights Watch a publié un rapport sur les grandes sociétés qui produisent aux Etats-Unis des mines terrestres. Le rapport identifie 47 sociétés américaines impliquées d'une façon ou d'une autre dans la fabrication de mines antipersonnel ou de ses composantes.

Suite à l'appel de Clinton en 1996 pour l'élaboration d'une interdiction mondiale des mines antipersonnel, Human Rights Watch a adressé un courrier à ces sociétés afin de les inciter à cesser toute implication future dans la production de mines antipersonnel. Dix-sept sociétés ont déclaré qu'elles désiraient se retirer entièrement de cette production. L'exemple le plus connu est sans aucun doute Motorola.

Les autres sociétés américaines ont refusé tout arrêt de leur implication dans des mines antipersonnel. Parmi elles, trois géants : ATK (Alliant Techsystems), Lockheed Martin et Raytheon.

Quelques éléments supplémentaires concernant ATK.

Alliant Techsystems (ATK)

ATK est la société qui a le plus tiré de profit de l'achat massif de mines terrestres par l'armée américaine. Entre 1985 et 1995, elle a engrangé des contrats pour une valeur totale de 336 millions de dollars, tandis que sa filiale Accudyne Corp. en a engrangé pour une valeur totale de 150 millions de dollars. Récemment, ATK était parmi les principales sociétés ayant obtenu des contrats concernant des mines terrestres, plus précisément les systèmes Gator et Volcano⁸⁰.

Les mines Gator sont des munitions à fragmentation de type air-sol qui existent sous deux formes⁸¹ :

- La CBU-89 contient 72 mines antichars et 22 mines antipersonnel. Elle donne la possibilité de créer un champ de mines à partir d'un avion survolant à haute vitesse.
- La CBU-78/B contient 45 mines antichars et 15 mines antipersonnel.

⁷⁷ *Landmine Monitor Report 2001 et 2003, chapter Singapore*, <http://www.icbl.org/lm/2001/singapore> et <http://www.icbl.org/lm/2003/singapore.html>

⁷⁸ *Memorandum to the Ministry of Finance – Question of whether investments in Singapore Technologies Engineering can imply a violation of Norway's international obligations*, *The Petroleum Fund Advisory Commission on International Law*, Oslo, march 2002, <http://www.odin.dep.no/fin/engelsk/p10001617/p10001682/006051-990424/index-dok000-b-n-a.html>

⁷⁹ *Landmine Monitor Report 2003, chapter Singapore*, <http://www.icbl.org/lm/2003/singapore.html>

⁸⁰ *Exposing The Source: US Companies and the Production of Antipersonnel Mines*, Human Rights Watch, 1997, <http://hrw.org/campaigns/mines/index.html>

⁸¹ <http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/cbu-78.htm>

« La Gator est équipée de deux mécanismes intégrés pour tuer : un fusible à résonance magnétique qui détecte les armures ; des fils déclencheurs qui sont activés lorsque des personnels marchent dessus ou les touchent ».

Les autorités américaines considèrent les mines Gator comme des mines « intelligentes ». On peut donc s'imaginer qu'au quartier général d'ATK, on sera satisfait de la nouvelle politique US en matière de mines terrestres.

En 1997, ATK a déclaré à Human Rights Watch avoir cessé la production de mines Gator fin 1996. Au cours des années précédentes, ATK avait surtout produit des mines Gator afin de reconstituer les stocks de l'armée américaine. Les mines Gator ont en effet été utilisées pendant l'opération Desert Storm (Irak, 1991).

Le Pentagone avait entre-temps également demandé à ATK de transformer les systèmes Volcano en systèmes purement antichars⁸². Cela semble avoir été fait. En 2004, le système antichar Volcano figurait toujours sur la liste de produits d'ATK. Volcano est un système modulable qui peut lancer des mines antichars à partir de camions spéciaux, mais également à partir d'un hélicoptère. Le système Volcano peut charger jusqu'à 960 mines⁸³.

ATK est une société qui dispose du savoir-faire pour produire des mines antipersonnel ; la nouvelle politique en matière de mines anti-personnelles devrait leur rapporter gros.

2.3. Qui investit dans ces sociétés ?

Les investissements dans Singapore Technologies Engineering (mines antipersonnel)

Les institutions bancaires analysées investissent⁸⁴ les montants suivants dans Singapore Technologies⁸⁵.

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Valeur des actions en dollars US</i>	<i>Pourcentage des actions</i>
<i>Groupe AXA</i>	<i>3.029.829</i>	<i>3.702.185</i>	<i>0,10%</i>
<i>Groupe DEXIA</i>	<i>70.000</i>	<i>85.534</i>	<i>0,00%</i>
<i>Groupe FORTIS</i>	<i>1.376.600</i>	<i>1.682.084</i>	<i>0,05%</i>
<i>Groupe ING</i>	<i>4.509.577</i>	<i>5.510.307</i>	<i>0,16%</i>
<i>Groupe KBC</i>	<i>255.000</i>	<i>311.588</i>	<i>0,01%</i>
<i>TOTAL</i>	<i>9.241.006</i>	<i>11.291.698</i>	<i>0,32%</i>

En plus, les 5 banques analysées proposent également sur le marché belge des fonds d'investissement qui investissent dans Singapore Technologies Engineering. Il s'agit des fonds suivants⁸⁶:

⁸² *Exposing The Source: US Companies and the Production of Antipersonnel Mines, Human Rights Watch, 1997, <http://hrw.org/campaigns/mines/index.html>*

⁸³ *<http://www.atk.com/defense/descriptions/products/anti-tank/volcano.htm>*

Autant directement qu'indirectement. « Directement » signifie « pour son propre portefeuille ». « Indirectement » signifie « à travers des fonds d'investissement proposés à leurs clients ».

⁸⁵ *Shareworld, base de données consultée en mars 2004*

⁸⁶ *Shareworld, base de données consultée en mars 2004 et l'indicateur ICB sur le site web de l'Association Belge des Organismes de Placement Collectif, www.abopc-bvcib.be, consulté en avril 2004*

**FONDS D'INVESTISSEMENT (PROPOSÉS EN BELGIQUE) INTÉGRANT DES ACTIONS
DE SINGAPORE TECHNOLOGIES ENGINEERING :**

	Nom du fonds	Gestionnaire	Promoteurs
AXA	AXA L Fund Global Asset Neutral	AXA IM Benelux nv	AXA Bank Belgium nv
DEXIA	DEXIA Asia Premier	Dexia Asset Management Belgium	Dexia-BIL
Fortis	Fortis AG Fund L1 Equity World	Fortis Investment Management Belgium nv	Fortis Investment Management Belgium nv
	Fortis B Fund Equity Asia	Fortis Investment Management Belgium nv	Fortis Bank nv Fortis Investment Management Belgium nv AXA Bank Belgium nv KBC Bank nv
ING	ING/BBL (L) Invest Industrials	ING Investment Management Belgium nv	ING België nv
	ING/BBL (L) Invest Singapore & Malaysia	ING Investment Mangement Belgium nv	Inconnu
KBC	KBC Equity Fund New Asia	KBC Asset Management nv	KBC Bank nv

Les investissements dans ATK (mines antichar)

Les institutions bancaires analysées investissent⁸⁷ les montants suivants dans ATK⁸⁸

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Valeur des actions en dollars US</i>	<i>Pourcentage des actions</i>
Groupe AXA	2.538.900	144.971.190	6,6%
Groupe DEXIA	0	0	0,0%
Groupe FORTIS	3.625	206.988	0,0%
Groupe ING	60.022	3.427.256	0,2%
Groupe KBC	4.458	254.552	0,0%
TOTAL	2.607.005	148.859.986	6,8%

2.4. Conclusion

Malgré

- le caractère très controversé des mines antipersonnel ;
- le fait que les mines terrestres soient illégales dans 3/4 du monde ;
- le fait que certaines banques (KBC, ING) déclarent ne pas accepter les investissements dans les sociétés productrices de mines anti-personnelles...

...les cinq banques analysées investissent dans un producteur de mines antipersonnel, c'est-à-dire Singapore Technologies Engineering.

⁸⁷ Autant directement qu'indirectement. « Directement » signifie « pour son propre portefeuille ». « Indirectement » signifie « à travers des fonds d'investissement proposés à leurs clients ».

⁸⁸ Shareworld, base de données consultée en mars 2004

De plus, les 5 banques proposent publiquement sur le marché belge des fonds d'investissement intégrant des actions de ce producteur de mines terrestres. De telles activités sur le territoire belge sont totalement en contradiction avec la politique menée en la matière par la Belgique depuis la moitié des années 1990. En effet, la Belgique a été un des précurseurs du Traité ayant abouti à l'interdiction internationale des mines antipersonnel. La Belgique était également, en 1995, le premier pays au monde à interdire la production, l'achat, la vente, l'exportation et l'utilisation de mines antipersonnel.

AXA, Fortis, ING et KBC investissent également dans ATK, ancien producteur de mines antipersonnel et actuel producteur de mines antichars. Dans le cas d'AXA, il s'agit même d'un investissement important, à hauteur de 6,6 %. De par la nouvelle politique assouplie des Etats-Unis en matière de mines antipersonnel, il est très probable que des grandes sociétés américaines comme ATK (parmi d'autres) vont produire des nouveaux types de mines antipersonnel pour l'armée américaine. Cela pourra augmenter l'implication des banques analysées dans les mines terrestres.

Le Norwegian Government Petroleum Fund cesse tout investissement dans Singapore Technologies Engineering

Ce fonds d'Etat norvégien est un fonds mixte, créé en 1990, où atterrissent tous les revenus pétroliers de l'Etat norvégien. Ce fonds investit ces ressources financières à hauteur de 40% dans des actions, et à hauteur de 60% dans des obligations. Chaque année, il transfère une partie de ses ressources aux caisses d'Etat afin de contribuer au maintien de son équilibre budgétaire. Le fonds est également considéré en Norvège comme un investissement important dans l'économie norvégienne pour les générations futures. On prévoit en effet que l'économie norvégienne pourra de moins en moins compter sur d'importantes réserves de pétrole. Une grande partie des revenus pétroliers doit donc être mise de côté afin de pouvoir être utilisée durant les périodes plus difficiles à venir - dues à la diminution des revenus pétroliers d'une part et le vieillissement de la population d'autre part⁸⁹.

En janvier 2001, le ministre norvégien des Finances a missionné la Petroleum Fund Advisory Commission on International Law afin d'analyser si les investissements dans Singapore Technologies Engineering violaient les obligations internationales de la Norvège.

La commission juridique s'est penchée sur cette question, et a conclu que les investissements dans STE par le fonds d'Etat norvégien violaient le Traité d'Ottawa, signé par la Norvège. Même un investissement minimal par un Etat (signataire du traité d'Ottawa) dans une société ne produisant que de façon très limitée des mines antipersonnel constitue une violation du Traité d'Ottawa⁹⁰.

En 2002, la Norvège décide donc de cesser tout investissement par le fonds pétrolier dans Singapore Technologies Engineering⁹¹.

⁸⁹ *The Norwegian Government Petroleum Fund, Norwegian Ministry of Finance, October 2003, <http://odin.dep.no/archive/finvedlegg/01/28/fakta046.pdf>*

⁹⁰ *Memorandum to the Ministry of Finance – Question whether Investments in Singapore Technologies Engineering can imply a violation of Norway's international obligations, The Petroleum Advisory Commission on International Law, Oslo, March 2002, <http://www.odin.dep.no/fin/engelsk/p10001617/p10001682/006051-990424/index-dok000-b-n-a.html>*

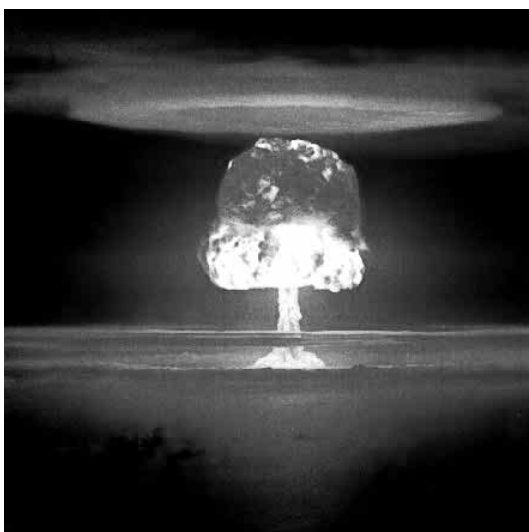
⁹¹ *Landmine Monitor Report 2003, chapter Norway, <http://www.icbl.org/lm/2003/norway.html>*

Chapitre 3

Armes nucléaires

3.1. Armes nucléaires

(contribution de Georges Spriet, Vrede asbl.)



Les armes nucléaires sont illégales (voir : Aspects juridiques). Huit Etats possèdent des armes nucléaires actuellement, voire neuf pays avec la Corée du Nord qui vient de se retirer du traité de non-prolifération et affirme œuvrer à l'élaboration d'un programme nucléaire. Les cinq Etats nucléaires officiellement reconnus (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France et Chine) violent le Traité de non-prolifération (TNP) en modernisant leur arsenal et en refusant de s'engager dans un processus de dénucléarisation complète.

De plus, la découverte d'un commerce à grande échelle en savoirs et matériels pour la

fabrication d'armes nucléaires — notamment par le réseau d'Abdul Qadeer Khan, le père de la bombe pakistanaise — et la divulgation des programmes nucléaires de la Libye et de l'Iran ont largement contribué à remettre cette question au premier plan de l'agenda politique international.

Déclaration d'El Baradei, président de l'Agence Atomique Internationale⁹²:

« Un aspect fondamental de l'accord sur la non-prolifération concerne évidemment l'engagement des cinq états nucléarisés – reconnus tels quels dans le traité de non-prolifération – de poursuivre le désarmement. (...) Nous devons également œuvrer au niveau des causes de l'insécurité. Les armes de destruction massive continueront d'être désirées tant que nous ne réussirons pas à rendre acceptables des alternatives rectifiant le déficit sécuritaire. Nous devons abandonner l'idée qu'il est moralement inacceptable que certains pays cherchent à se doter d'armes de destruction massive tout en considérant moralement acceptable que d'autres s'appuient sur ces armes de destruction massive pour leur sécurité – et renforcent effectivement leur capacité nucléaire et planifient leur utilisation. »

⁹² *The New York Times, February 12, 2004*

Pour quelle raison les armes nucléaires sont-elles controversées ?

➡ *Les conséquences d'une explosion atomique sont énormes.*

Les bombes nucléaires sont réellement très différentes de tout autre type d'armement. Tout d'abord, leur puissance explosive excède des millions de fois celle des bombes conventionnelles les plus puissantes. En plus, elles produisent des radiations mortelles, une énorme vague de choc et une boule incendiaire nucléaire aussi chaude que le soleil.

Lors de l'explosion d'une bombe nucléaire, la moitié de l'énergie libérée est mécanique (la vitesse du vent de l'explosion est plusieurs fois plus élevée que les pires ouragans), trois quart du reste se libère sous forme de chaleur, et un peu moins de 10 % sous forme de radiation⁹³.

La bombe atomique a été utilisée à deux reprises comme arme de guerre contre le Japon. Les Etats-Unis ont largué une première bombe à uranium sur Hiroshima le 6 août 1945, et une seconde, au plutonium, le 9 août sur Nagasaki.

Mais, pour mettre au point cette arme, les différents pays ont procédé à de nombreux essais nucléaires (d'abord atmosphériques, puis ensuite souterrains). Ainsi entre le 16 juillet 1945 et le 30 mai 1998 (date du dernier essai connu), 2 057 explosions nucléaires ont eu lieu dans le monde dont les conséquences en termes de santé pour les populations ou pour l'environnement sont nombreuses.

Systèmes de lancement

Les têtes nucléaires sont lancées par des missiles tirés à partir de silos, par des avions ou par des sous-marins. Selon la plate-forme de lancement utilisée, on parle de missiles terrestres, aériens ou marins et, en combinaison avec la cible, on parle des catégories suivantes : sol-sol, air-air, sol-air et air-sol. Une distinction est faite en fonction de la portée des systèmes de lancement : moins de 1000 km, on parle d'armements de combat ou de courte distance ; de 1 000 à 6 000 km, c'est le terme de missile tactique qui est utilisé, et pour des portées d'au-delà de 6 000 km, on parle d'armes nucléaires stratégiques ou intercontinentales.

Il existe des missiles balistiques, c'est-à-dire des missiles qui suivent une trajectoire (les intercontinentaux quittent alors l'atmosphère), et des missiles de croisière qui sont programmés pour voler à faible altitude vers leur cible. Il existe des missiles dotés soit d'une tête nucléaire soit de plusieurs têtes qui peuvent viser une même cible ou différentes cibles.

Dispersion

Les traités internationaux distinguent les Etats nucléaires des Etats non-nucléaires. Les cinq Etats nucléaires reconnus officiellement sont la Chine, la France, le Royaume-Uni, la Russie et les Etats-Unis – qui sont également les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Deux autres⁹⁴ pays possèdent des armes nucléaires et ont effectué des essais nucléaires, le Pakistan et l'Inde. Ils disposent d'avions et de missiles capables de franchir environ 1 000 km : au Pakistan, les missiles Ghauri, Tarmuk et Shaheen ; en Inde, les missiles Prithvi et Agni.

Depuis 1986, on sait également qu'Israël dispose d'environ 200 bombes nucléaires et ce, grâce à la révélation publique du technicien Mordechai Vanunu (qui a été kidnappé ensuite par la justice israélienne et condamné à 18 ans de prison ferme). Israël a installé sur son territoire des missiles Jericho et dispose également de sous-marins de type Dolphin.

D'autres pays sont sur la liste noire. En premier, la Corée du Nord, qui a laissé sous-entendre qu'elle développe un programme d'armement nucléaire et disposerait d'une à deux bombes⁹⁵. Elle possède également des missiles pouvant être dotés d'une tête nucléaire.

⁹³ Firket Henri, prof, *Atoombewapening, problemen en houding van België, Abolition 2000, 1998*

⁹⁴ *Nuclear Notebook, Bulletin of the Atomic Scientists (www.thebulletin.org)*

⁹⁵ *Vrede, tijdschrift voor internationale politiek, n° 358, 359, 361. www.vrede.be*

Ensuite, il y a l'Iran. Le New York Times a signalé que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) y ont trouvé des traces d'uranium enrichi à 90 %, une pureté qui ne peut habituellement être trouvée que dans des armes nucléaires⁹⁶.

La Libye a de son côté annoncé le 19 décembre 2003 qu'elle abandonnait ses programmes en matière d'armes de destruction massive.

Selon le Sipri⁹⁷, l'état des lieux début 2003 en matière de stocks opérationnels était le suivant. En plus des données ci-dessous, les Etats-Unis et la Russie ont d'énormes stocks en attente de démantèlement ou de démontage.

Pays	Stratégiques	Non-stratégiques	Total
Les cinq Etats nucléaires « reconnus »			
Etats-Unis	5948	1120	7068
Russie	4852	3380	8232
Royaume-Uni	185	-	185
France	348	-	348
Chine	282	120	402
Les Etats nucléaires « non reconnus »			
Inde			30-40
Pakistan			30-50
Israël			200

Plusieurs pays de l'OTAN stockent sur leur territoire des armes nucléaires états-uniennes, dont la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. Jusqu'en 2001, la Grèce faisait également partie de ce groupe (base militaire d'Araxos) mais elle aurait (définitivement) éliminé de son territoire ces bombes atomiques. Jones, général de l'OTAN (Saceur), a laissé entendre que ces armes atomiques tactiques seraient retirées. La doctrine de l'OTAN - la possibilité de déployer en premier l'arme nucléaire - reste par ailleurs d'actualité.

Nouveaux développements

Washington s'est retiré en juin 2002 du traité contre les missiles balistiques⁹⁸. Cela fait partie de la nouvelle Nuclear Posture Review qui n'est plus basé sur des menaces directes (de guerre froide). Il ne s'agit plus uniquement de capacité offensive, mais également de l'image globale d'une Amérique convaincue : dissuasion, défense et offensive. En plus, la stratégie générale a changé de telle façon que la politique adoptée actuellement relève plutôt de l'offensive préventive, qui peut éventuellement être de type nucléaire. On élabore des mini-bombes atomiques (conséquences locales, seuil d'utilisation plus bas) ainsi que des bombes pouvant se forer des mètres sous terre avant d'exploser, appelées bunkerbusters.

Le 16 mai 2003, le président Vladimir Poutine a déclaré qu'il renforcerait et moderniserait la dissuasion nucléaire à l'aide de nouveaux types d'armements, dont des armements stratégiques, qui garantiraient au long terme les capacités de défense de la Russie et de ses alliés.

La France modernise sa capacité nucléaire entre autres avec un nouveau missile de croisière air-sol à portée moyenne, avec un troisième et quatrième sous-marin Triomphant et l'avion de chasse Rafale.

⁹⁶ www.fas.org

⁹⁷ *Sipri Yearbook 2003, Oxford Press, 2003*

⁹⁸ *Traité signé par les USA et l'URSS à Moscou, le 26 mai 1972. Le but principal du traité consistait à empêcher les parties de développer un système capable de protéger leur territoire entier contre une attaque à missiles balistiques.*

La Chine élabore de façon constante un programme de modernisation, par exemple avec le missile à longue portée de type DF-31.

Cadre juridique

1. *Le traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. (Comprehensive Test Ban Treaty)*

Ce traité veut empêcher qu'on puisse encore procéder à des explosions nucléaires. Des pays comme l'Inde, le Pakistan et Israël n'ont jamais signé ce traité, et le sénat des Etats-Unis refuse de le ratifier.

2. *Le traité de non-prolifération*

Les Etats non-nucléaires, soumis à des inspections internationales, s'engagent à ne pas produire ou acquérir des armes atomiques. Les puissances nucléaires s'engagent à négocier bona fide et dans de brefs délais un traité ayant pour but un désarmement nucléaire général. Des pays comme l'Inde, le Pakistan, Israël ont refusé de signer ce traité. La Corée du Nord s'est récemment retirée de ce traité.

3. *Déclaration de la Cour internationale de justice de La Haye (8 juillet 1996)*

« ... la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés, et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire. »

« Il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. »

Résistances

➡ New Agenda Coalition⁹⁹

Une initiative internationale appelant à entreprendre des pas vers le désarmement atomique a été lancée en 1998 par les gouvernements du Brésil, de l'Égypte, de l'Irlande, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Slovaquie (qui s'est retirée depuis), de l'Afrique du Sud et de la Suède.

➡ Réseau parlementaire pour le désarmement nucléaire

Un réseau mondial de parlementaires de plus de 40 pays œuvre à la prévention de la prolifération nucléaire et à la réalisation d'un désarmement nucléaire¹⁰⁰.

➡ Appel du maire d'Hiroshima¹⁰¹

Tadatoshi Akiba, maire d'Hiroshima et président de « Maires pour la Paix », veut que les Nations Unies lancent des négociations afin d'œuvrer à l'élimination complète d'armes atomiques d'ici l'année 2020. Il souhaite obtenir d'un groupe important de maires, à travers le monde, une décision en ce sens pendant la conférence de révision du traité de non-prolifération en 2005, 60 ans après l'utilisation de la bombe atomique.

➡ Abolition 2000¹⁰²

Abolition 2000 est un réseau de plus de 2 000 organisations de plus de 90 pays qui œuvre pour un traité supprimant les armes nucléaires. 60 organisations belges en sont membres.

Abolition 2000 reconnaît que la réalisation d'un monde sans arme nucléaire doit se faire avec prudence et selon un processus graduel. Il est convaincu que cela est techniquement possible, et que

⁹⁹ www.acronym.org.uk/nac

¹⁰⁰ www.gsinsitute.org/pnnd

¹⁰¹ www.mayorsforpeace.org

¹⁰² www.aboliton.org

l'absence de volonté politique, en particulier celle des pays nucléaires, constitue la la barrière la plus importante. Après l'interdiction des armes chimiques et biologiques, il faut également interdire les armes nucléaires.

"Nous exigeons que tous les pays – les Etats nucléaires reconnus et non reconnus – prennent des initiatives afin de prohiber les armes nucléaires. Nous demandons également à tous les pays signataires du traité de non-prolifération d'exiger des engagements de la part des pays nucléaires concernant la promotion et l'adoption des propositions suivantes : Engager des négociations en 1995 et les mener à échéance pour une convention nucléaire, prévoyant la prohibition échelonnée de toutes les armes atomiques, dans un délai fixé, avec la possibilité d'un contrôle effectif sur la possession ou non d'armes nucléaires et l'utilisation de sanctions en cas de possession. (...)"

➡ Bombspotting (Belgique)¹⁰³

Il s'agit d'une action de désobéissance civile visant à forcer les autorités à respecter le droit international. Des civils inspectent la base militaire aérienne Kleine Brogel et y contrôlent la présence d'armes nucléaires. « En tant que citoyen, j'ai utilisé tous les moyens possibles afin de demander à nos gouvernements successifs de se mettre en accord avec le droit international. J'ai déposé une plainte et demandé à notre justice belge de mener une enquête sur les armes nucléaires illégales présentes sur le territoire belge. Malgré de nombreuses initiatives parlementaires, notre gouvernement refuse d'engager un débat à ce sujet. Des milliers de plaintes sont systématiquement classées sans suite par la justice. »

Bombspotting « Get in SHAPE! »

Des citoyens veulent démasquer les planificateurs nucléaires de l'OTAN : il s'agit d'une continuation des actions de détection de bombes à Kleine Brogel, ciblées maintenant sur le quartier général militaire de l'OTAN, SHAPE à Casteau, près de Mons en Belgique.

« Les déclarations de la Cour internationale de justice doivent être respectées. Malgré de nombreuses initiatives parlementaires, notre gouvernement refuse de se mettre en accord avec le droit international. Des milliers de plaintes sont systématiquement classées sans suite par la justice. Nos autorités commettent une infraction, refusent d'en débattre avec le parlement et la justice refuse d'agir. Nous avons, en tant que citoyens, le devoir d'intervenir lorsque nos autorités commettent un crime. »

3.2. Sociétés impliquées dans les armes nucléaires

Serco

Serco est une société britannique, cotée en bourse, qui, selon ses propres affirmations, joue un rôle clef dans le marché mondial de la défense. Serco est principalement la propriété de fonds de pension, de sociétés d'assurance et de banques. Début 2004, elle avait des contrats de défense en cours à hauteur de 2,5 milliards de livres britanniques (dans les domaines de l'armée de terre, de mer, de l'air, l'aérospatiale et la technologie)¹⁰⁴.

Avec Lockheed Martin et BNFL¹⁰⁵, Serco forme le consortium AWE¹⁰⁶ Management Limited. Ce consortium est responsable de la gestion quotidienne de AWE Aldermaston Site¹⁰⁷. AWE s'occupe des têtes nucléaires Trident, utilisées par les 4 sous-marins nucléaires de type Vanguard de la marine britan-

¹⁰³ www.bombspotting.be

¹⁰⁴ http://www.serco.com/our_business/markets/defence/index.asp

¹⁰⁵ British Nuclear Fuels Limited, une société d'Etat britannique

¹⁰⁶ Atomic Weapons Establishments

¹⁰⁷ http://www.serco.com/our_business/services/tom/awecasestudy.asp

nique. Il s'agit des seules armes nucléaires de l'armée britannique. Chaque sous-marin nucléaire britannique a 48 têtes nucléaires à bord.

Ce qui rend AWE exceptionnel, c'est le fait qu'il contrôle le cycle de vie complet d'une tête nucléaire. Du développement de la tête nucléaire, à la production de composants et leur assemblage, du support à leur utilisation, du démantèlement au nettoyage final¹⁰⁸. AWE est par ailleurs chargé de mener des recherches sur le développement de nouvelles armes nucléaires, au cas où le gouvernement britannique en manifeste le besoin¹⁰⁹.

Début 2003, le contrat de Serco concernant ces activités a été prolongé de 15 ans. Cette prolongation du contrat représente 1,7 milliards livres britanniques, le plus gros contrat jamais remporté par Serco¹¹⁰.

Lockheed Martin

Lockheed Martin, le plus gros producteur d'armes au monde, ne fait pas seulement parti du même consortium que Serco, gérant le AWE Aldermaston Site et la production des têtes nucléaires britanniques. Lockheed Martin livre également des missiles Trident II (D5) qui, chargés de têtes nucléaires, peuvent être lancés à partir des sous-marins nucléaires britanniques de type Vanguard. Lockheed Martin a lancé la production de ces D5 en 1988. La production continuera certainement jusqu'en 2005¹¹¹. Ces missiles sont chargés sur le sous-marin dans une base militaire navale américaine. Les têtes nucléaires, produites par AWE, sont chargées sur les missiles dans le port maison des sous-marins, en Ecosse¹¹².

Lockheed Martin livre également ces missiles Trident à la marine américaine pour ses sous-marins nucléaires. Les Etats-Unis possèdent 18 sous-marins de type Ohio : 4 ont été transformés en sous-marins à armement conventionnel ; 14 sont toujours équipés de bombes nucléaires. Actuellement, Lockheed Martin est en train de remplacer les missiles Trident I sur les plus anciens sous-marins nucléaires Ohio par des missiles plus récents de type Trident II. Cette rénovation a été lancée en 2000 et devrait s'achever en 2008. Lockheed Martin a reçu la commande de 12 nouveaux missiles Trident destinés à ces 4 sous-marins¹¹³.

Un missile nucléaire Trident de Lockheed Martin est lancé par un sous-marin américain de type Ohio



¹⁰⁸ http://www.awe.co.uk/main_site/about_awe/

¹⁰⁹ http://www.awe.co.uk/main_site/about_awe/what_we_do/index.html

¹¹⁰ http://www.serco.com/our_business/markets/defence/index.asp

¹¹¹ <http://www.lockheedmartin.com/wms/findPage.do?dsp=fec&ci=11469&rsbci=13169&fti=0&ti=0&sc=400>

¹¹² http://www.awe.co.uk/main_site/about_awe/what_we_do/index.html

¹¹³ <http://www.naval-technology.com/projects/ohio>

The Weir Group

The Weir Group¹¹⁴ est une société multinationale basée à Glasgow, en Ecosse. Elle est membre du consortium Devonport Management Limited (24,5 % des actions) avec Brown and Root (filiale de Halliburton) et BICC. Ce consortium est propriétaire et gestionnaire de Devonport Dockyards à Plymouth, en Angleterre. Les sous-marins britanniques sont entretenus dans ces docks et y font le plein de fuel nucléaire. L'entretien complet d'un tel sous-marin nucléaire prend environ 2 ans¹¹⁵.

Halliburton

Brown and Root, filiale du groupe Halliburton, est l'actionnaire majoritaire du consortium Devonport Management Limited. Elle possède 51 % des actions. Brown and Root fait partie du top 5 des sociétés sous contrat avec l'armée britannique¹¹⁶.

Rolls Royce

Rolls Royce n'est plus, depuis longtemps, uniquement producteur de voitures de luxe britannique. Il est, entre autres, le second constructeur de moteurs pour avions militaires. Rolls Royce produit également des systèmes de propulsion pour des navires de guerre. Selon ses propres affirmations, Rolls Royce n'est pas simplement le producteur qui vend de tels systèmes à des sociétés de premier ordre comme BAE Systems, Boeing et Lockheed Martin. Il fournit également des services de support sur la ligne de front auprès de 100 armées de terre et de 30 marines.

En 2002, 32 % du chiffre d'affaires de la société relevait du militaire. Il semble que, ces dernières années, les activités militaires prennent le dessus sur les activités civiles au sein de Rolls Royce¹¹⁷.

Rolls Royce livre pour les sous-marins nucléaires britanniques, un réacteur nucléaire propulseur, ainsi que des plaques d'huile. Le remplacement des plaques d'huile dans un réacteur nucléaire constitue un des aspects les plus importants de l'entretien des sous-marins nucléaires.

EADS

EADS est le second producteur d'armes en Europe¹¹⁸.

La France dispose également de sous-marins nucléaires, de type Triomphant. Actuellement, DCN (Direction des constructions navales, une société de droit privé avec un actionnaire unique : l'Etat) est en train de terminer un troisième sous-marin. Un quatrième Triomphant est également en cours de construction. Les têtes nucléaires de ces sous-marins sont fournies par le Commissariat pour l'énergie atomique (CEA).

Mais les missiles de type M45 sur lesquels sont chargées ces têtes nucléaires, sont fournis par le département Space Transportation d'EADS. EADS travaille actuellement à une version améliorée de ces missiles nucléaires, les M51¹¹⁹.

¹¹⁴ <http://www.weir.co.uk>

¹¹⁵ Pour des informations détaillées sur l'entretien des sous-marins nucléaires, voir http://www.devonport.co.uk/submarines/01_subs-intro.htm

¹¹⁶ http://www.devonport.co.uk/company/company/01_company-frameset.htm

¹¹⁷ <http://www.caat.org.uk/information/publications/companies/rolls-royce.php>

¹¹⁸ <http://www.eads.com>

¹¹⁹ <http://www.naval-technology.com/projects/triomphant/index.html>

MBDA

MBDA est une société de défense européenne, spécialisée dans les "missile systems". MBDA est une joint venture entre EADS (37,5 %), BAE Systems (37,5 %) et Finmeccanica¹²⁰(25 %)¹²¹.

MBDA développe et produit pour l'armée de l'air française le missile ASMP à tête nucléaire. Il est utilisé par l'avion de combat Mirage 2000N. En octobre 2003, MBDA a remporté un nouveau contrat afin de produire une version rénovée, le missile de type ASMPA, pour le nouvel avion de chasse Mirage 2000NK3 de l'armée de l'air française¹²².

L'avion de combat Rafale de l'armée de l'air française sera également capable de lancer ces missiles nucléaires produits par MBDA¹²³.

Remarque finale

Il y a évidemment beaucoup d'autres sociétés impliquées dans l'armement nucléaire. Un descriptif complet de ce marché n'est pas le but de cette recherche.

Quelques éléments supplémentaires :

Les missiles Trident produits par Lockheed Martin sont équipés de systèmes de guidage produits par Raytheon, et de moteurs de missile produits par ATK.

Les sous-marins nucléaires britanniques Vanguard sont produits par VSE, une société qui a été rachetée entre-temps par BAE Systems.

Les sous-marins nucléaires américains Ohio ont été produits par General Dynamics. Le réacteur nucléaire qui alimente ces sous-marins est produit par General Electric. Bechtel Bettis, division de Bettis, est responsable du programme US Navy Nuclear Propulsion.

Les sous-marins français sont équipés de matériels produits par Thalès (systèmes de guidage). Les bombes nucléaires de MBDA contiennent également des systèmes de guidage produits par Thalès. Et puis il y a encore les producteurs d'avions équipés pour larguer des bombes nucléaires : les bombardiers B2 de Northrop Grumman, les bombardiers B52-H de Boeing, les avions F16 de General Dynamics (voir également Kleine Brogel, Belgique), le Rafale et le Mirage de Dassault Aviation.

¹²⁰ Finmeccanica est une importante société italienne de haute technologie, dont 75% du chiffre d'affaires est réalisé sur le marché de l'aérospatiale et de la défense.

¹²¹ <http://www.mbda.net>

¹²² <http://www.airforce-technology.com/projects/mirage/> et http://www.mbda.net/site/FO/scripts/siteFO_publications.php?page=1&lang=EN&sel_rub=#

¹²³ <http://www.airforce-technology.com/projects/rafale/>

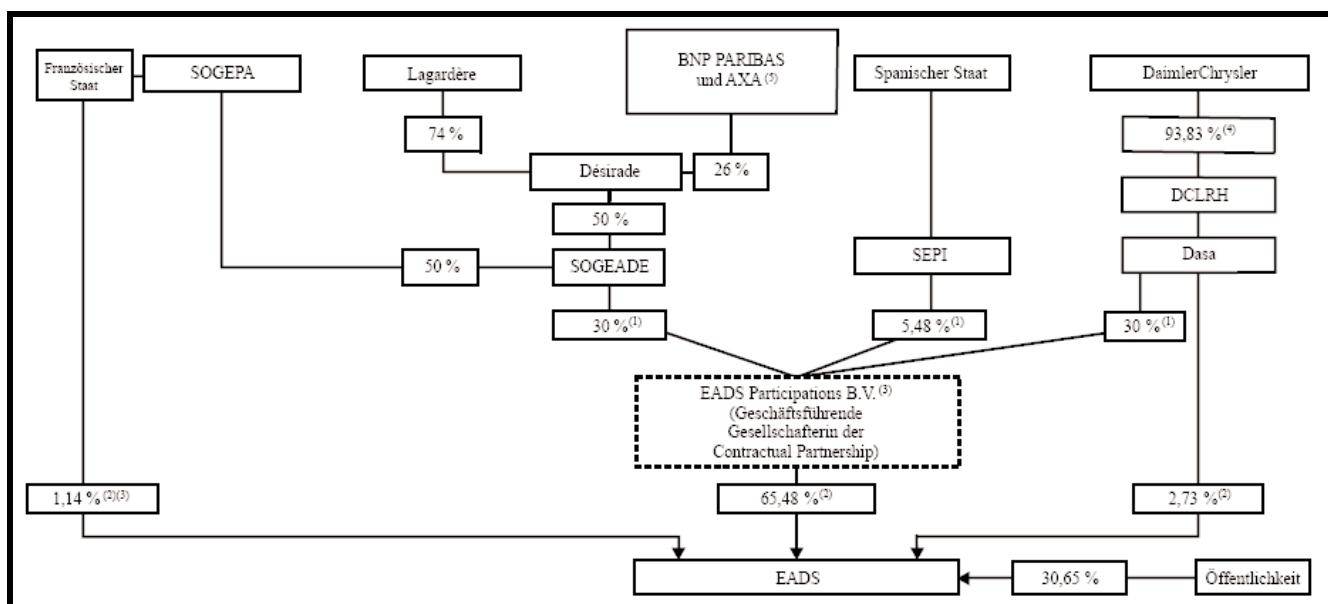
3.3. Les liens financiers entre les producteurs d'armes nucléaires et les banques

Une facilité de crédit d'ING à EADS¹²⁴

En juillet 2002, EADS a obtenu une facilité de crédit de 2 850 millions d'euros de la part d'un syndicat bancaire international dirigé par BNP Paribas (France), Deutsche Bank (Allemagne) et JP Morgan (EU). Parmi ces trente banques, ING participait à hauteur d'un montant situé entre 50 et 100 millions d'euros. Une partie de cette facilité court sur un an, tandis qu'une partie plus importante court sur cinq ans. La facilité est utilisée comme fonds de roulement et de réserve pour l'émission d'obligations¹²⁵.

AXA, un des actionnaires les plus importants lors de la création d'EADS¹²⁶

En même temps que la fusion donnant lieu à la création de l'entreprise, EADS a été introduit en bourse à Francfort, Paris et Madrid. A travers une structure complexe, AXA était co-actionnaire d'EADS lors de la création de l'entreprise (voir tableau ci-dessous)¹²⁷.



Comme en témoigne le tableau ci-dessus, le holding français Sogegade et l'entreprise américano-allemande DaimlerChrysler étaient les plus importants actionnaires d'EADS, chacun disposant de 30 % des actions. Cette situation a à peine changé, les deux actionnaires majoritaires possédant maintenant 30,1 % des actions¹²⁸.

La moitié des actions de Sogegade est détenue par l'Etat français et l'autre moitié par le holding Désirade. L'actionnaire majoritaire à 74 % de Désirade était le groupe français Lagardère, tandis que les banques françaises BNP Paribas et AXA détenaient ensemble 26 %. Il avait été convenu que les deux banques vendraient leurs actions en juillet 2003 à Lagardère¹²⁹. Nous ne savons pas si cela a été fait.

¹²⁴ Voir également le chapitre sur les bombes à fragmentation

¹²⁵ Netherlands –Loans, Euroweek, Londen, 19 July 2002

¹²⁶ Voir également le chapitre sur les bombes à fragmentation

¹²⁷ Verkaufsprospekt European Aeronautic Defence and Space Company EADS N.V., Amsterdam, July 2000

¹²⁸ Aero-notes nr. 9, EADS, Amsterdam, december 2003

¹²⁹ Verkaufsprospekt European Aeronautic Defence and Space Company EADS N.V., Amsterdam, 7 July 2000

Investissements des 5 banques analysées

Les institutions bancaires investissent¹³⁰ les montants suivants dans des producteurs d'armes nucléaires¹³¹.

INVESTISSEMENTS DANS DES PRODUCTEURS D'ARMES NUCLÉAIRES (NOMBRE D' ACTIONS)

Société	Groupe AXA	Groupe DEXIA	Groupe Fortis	Groupe ING	Groupe KBC	Total	%
EADS	208.167	172.047	791.760	606.646	58.817	1.837.437	0,23%
Lockheed Martin	9.307.995	32.049	49.240	1.447.879	127.716	10.964.879	2,45%
Serco	49.923	232.500	15.147	0	169.947	467.517	0,11%
The Weir Group	9.233.624	62.500	0	0	0	9.296.124	4,54%
Halliburton	878.634	98.846	819.567	3.515.058	146.194	5.458.299	1,25%
Rolls Royce	10.491.707	116.239	12.956	522.359	1.289.984	12.433.245	0,74%
BAE Systems	42.635.183	2.366.481	1.653.043	2.175.372	7.352.777	56.152.856	1,84%
Finmeccanica	477.287	832.493	769.161	403.172	464.131	2.946.244	0,03%

INVESTISSEMENTS DANS DES PRODUCTEURS D'ARMES NUCLÉAIRES (VALEUR DES ACTIONS EN DOLLARS US)

Société	Groupe AXA	Groupe DEXIA	Groupe Fortis	Groupe ING	Groupe KBC	Total
EADS	4.787.559	3.956.848	18.209.408	13.952.036	1.352.711	42.258.562
Lockheed Martin	430.774.009	1.483.228	2.278.827	67.007.840	5.910.696	507.454.600
Serco	195.717	911.490	59.382	0	666.258	1.832.847
The Weir Group	43.739.121	296.059	0	0	0	44.035.180
Halliburton	28.081.143	3.159.118	26.193.361	112.341.254	4.672.360	174.447.236
Rolls Royce	42.883.891	475.116	52.956	2.135.095	5.272.691	50.819.749
BAE Systems	150.928.548	8.271.143	5.851.772	7.700.817	26.028.831	198.781.111
Finmeccanica	406.817	709.579	655.597	343.645	395.604	2.511.242

¹³⁰ Autant directement qu'indirectement. « Directement » signifie « pour son propre portefeuille ». « Indirectement » signifie « à travers des fonds d'investissement proposés à leurs clients ».

¹³¹ Shareworld, base de données consultée en mars 2004

3.4. Conclusion

Malgré le caractère très controversé des armes nucléaires, l'implication dans ces systèmes d'armement ne pose problème à aucune des institutions bancaires analysées.

The Norwegian Government Petroleum Fund

Ce fonds d'Etat norvégien est un fonds mixte, créé en 1990, où atterrissent tous les revenus pétroliers de l'Etat norvégien. Ce fonds investit ces ressources financières à hauteur de 40% dans des actions, et à hauteur de 60% dans des obligations. Chaque année, il transfère une partie de ses ressources aux caisses d'Etat afin de contribuer au maintien de son équilibre budgétaire. Le fonds est également considéré en Norvège comme un investissement important dans l'économie norvégienne pour les générations futures. On prévoit en effet que l'économie norvégienne pourra de moins en moins compter sur d'importantes réserves de pétrole. Une grande partie des revenus pétroliers doit donc être mise de côté afin de pouvoir être utilisée durant les périodes plus difficiles à venir - dues à la diminution des revenus pétroliers d'une part et le vieillissement de la population d'autre part¹³².

En 2002, le gouvernement norvégien a mandaté une commission afin de proposer des lignes de conduite éthique à l'intention de ce fonds. Cette commission a présenté son rapport au ministère des Finances en juin 2003. Les autorités formuleront, à partir de ce rapport, des propositions pour une politique éthique¹³³.

Le rapport de la commission propose que le Petroleum Fund n'investisse plus dans des sociétés productrices d'armes nucléaires. Les sociétés productrices de composants-clefs d'armes nucléaires devraient également être exclues des futurs investissements. La Norvège a en effet adopté depuis 5 décennies une position très claire en matière de désarmement nucléaire. La commission s'inquiète également du projet américain de développer des petites armes nucléaires (mini-nukes). Selon la commission, le Petroleum Fund enverrait un signal clair en limitant ses possibilités d'investissement et en refusant de soutenir des sociétés productrices de telles armes nucléaires .

Si le parlement norvégien décide en 2004 de suivre les conseils de cette commission éthique, un important précédent aura été créé.¹³⁴

¹³² *The Norwegian Government Petroleum Fund, Norwegian Ministry of Finance, October 2003, <http://odin.dep.no/archive/finvedlegg/01/28/fakta046.pdf>*

¹³³ *<http://www.odin.dep.no/fin/engelsk/p10001617/p10002777/index-b-n-a.html>*

¹³⁴ *Report from the Government Commission on Ethical Guidelines for the Government Petroleum Fund, June 2003, <http://odin.dep.no/fin/engelsk/p10001617/p10001682/006071-220009/index-dok000-b-n-a.html>*

Chapitre 4

L'uranium appauvri

4.1. Les armes à l'uranium appauvri

(contribution du Dr. David Heller, Voor Moeder aarde asbl)

L'uranium appauvri est un toxique chimique. Il s'agit d'un métal très dense et dur pouvant causer une intoxication chimique comme le plomb ou tout autre métal lourd. Mais l'uranium appauvri est également dangereux du point de vue radiologique car il s'enflamme spontanément lors de l'impact, libérant ainsi de minuscules morceaux de verre suffisamment petits pour être respirables. Ces fragments d'uraniumoxyde expulsent tous types de rayon alfa, beta et gamma, et peuvent franchir de grandes distances à travers l'air. L'uranium appauvri a une demi-vie de 4,5 milliards d'années. La présence d'uranium appauvri dans les aérosols céramiques constitue une menace à long terme pour la santé humaine et l'environnement¹³⁵.

L'uranium appauvri est un produit secondaire, issu de la séparation de l'uranium enrichi et de l'uranium naturel lors de la production de combustible pour les réacteurs nucléaires. La majeure partie de l'isotope fissible uranium 235 est éliminé pendant ce processus ; l'uranium restant, existant pour 99,8 % d'uranium 238, est appelé « uranium appauvri ».

Bien que le terme « appauvri » donne l'impression qu'il s'agit d'un produit non-dangereux, l'uranium appauvri est un toxique radioactif et chimique. On craint également de plus en plus qu'une partie de cet uranium appauvri puisse être issue de combustible nucléaire usé, pollué par des produits de fission comme le plutonium et d'autres isotopes d'uranium, dont l'uranium 236, bien plus radioactif et cancérigène que l'uranium 238. L'utilisation d'uranium « appauvri » dans des armements est une évolution récente¹³⁶.

Qu'en est-il de l'uranium appauvri ?

L'utilisation militaire d'uranium appauvri est à l'origine de nombreuses controverses. Suite à l'utilisation d'uranium appauvri pendant la première guerre du Golfe, le nombre de naissances avec déformations a sensiblement augmenté en Irak. Le nombre de cancers s'est accru de façon spectaculaire. De nouvelles formes inconnues de cancer ont été détectées. L'uranium appauvri reste dangereux bien après la fin de la guerre à cause de sa toxicité chimique et radioactive.

Les conséquences des armes à l'uranium appauvri ont également été observées auprès de vétérans de la guerre du Golfe (« le syndrome de la guerre du Golfe »). Une enquête au Mississipi de la Veteran's Administration auprès de 251 familles de vétérans de la guerre du Golfe a révélé que 67 % des enfants conçus et nés après la guerre souffraient de maladies rares et de problèmes génétiques¹³⁷.

Les troupes de l'OTAN et des Nations unies actifs dans les Balkans souffrent de problèmes similaires, connus sous le nom de « syndrome des Balkans ». Environ 6 000 soldats belges en souffrent.

¹³⁵ Voir le site web de Campaign Against Depleted Uranium: <http://www.cadu.org.uk>

¹³⁶ Uranium weapons & US war plans - Warnings to the UK Government, Dai Williams, <http://www.stop-nato.org.uk/du-watch/williams/du-dangers.htm>

¹³⁷ "Depleted Uranium- silent killer" FOE Australia, April 8, 2003
http://www.foe.org.au/mr/mr_8_4_03.htm

Dans la plupart des cas, les vétérans de ces guerres ont obtenu une compensation de leurs employeurs (principalement les ministères de la Défense britannique et américain, mais pas encore en France, malgré l'action de vétérans regroupés dans une association). Les autorités militaires ont par contre refusé de reconnaître le lien entre l'uranium appauvri et les maladies des soldats ou troupes des Nations unies¹³⁸.

Une sous-commission de la commission des droits humains des Nations unies a nommé un rapporteur afin d'analyser l'utilisation, entre autres, des armes à l'uranium appauvri. Une résolution a été adoptée classant les armes à l'uranium appauvri dans la catégorie « arme à résultat imprécis » comme les armes nucléaires, chimiques et biologiques, le napalm ou les bombes à fragmentation.

Les essais de munition à l'uranium appauvri sont également à l'origine de sérieux problèmes de santé pour les gens habitant dans les environs des champs de tir.



L'enfant d'un vétéran américain de la guerre du Golfe. De milliers d'enfants irakiens souffrent de déformations similaires depuis l'utilisation d'uranium appauvri pendant la guerre du Golfe.

L'uranium appauvri en temps de guerre

Dans les années 1950, le ministère américain de la Défense s'est intéressé à l'utilisation d'uranium appauvri de par son énorme densité et sa capacité auto-inflammatoire. Peu cher, le produit était également disponible en grandes quantités. Sa livraison est actuellement quasi gratuite pour les producteurs de matériel et d'armes militaires. L'uranium appauvri est utilisé comme matériel de blindage pour chars et dans des obus conçus pour transpercer des blindages. Plus de 15 pays disposeraient d'uranium appauvri dans leur arsenal militaire : le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France, la Russie, la Grèce, la Turquie, Israël, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, l'Egypte, le Koweït, le Pakistan, la Thaïlande, l'Iran et le Taiwan. De nombreuses armées souhaitent - ou veulent - se procurer des armes à l'uranium appauvri.¹³⁹

Les propriétés physiques de l'uranium appauvri sont telles qu'il peut transpercer un blindage plus efficacement que n'importe quel autre matériel. L'uranium appauvri est néanmoins remplacé par des alliages de tungstène dans certains types de munition (mais son coût est plus élevé). Les armes à l'uranium appauvri ont probablement été utilisées pour la première fois par Israël pendant la guerre de Yom Kippur en 1973. D'autres conflits où l'uranium appauvri a éventuellement pu être utilisé sont entre autre, l'invasion par Israël du Sud Liban (1982), la guerre des Malouines (1982) et l'invasion américaine du Panama (1989)¹⁴⁰.

La première utilisation confirmée d'uranium appauvri à large échelle dans un conflit militaire date de la guerre du Golfe en 1991. Depuis, il a été utilisé en Bosnie en 1995, et de nouveau pendant la guerre dans les Balkans en 1999. Il a également été utilisé pendant la guerre en Afghanistan en 2000 et pendant la deuxième guerre du Golfe en 2003.

¹³⁸ "First award for depleted uranium poisoning claim", *The Herald*, 3/2/2004
<http://www.theherald.co.uk/news/9272.html>

¹³⁹ Campaign Against Depleted Uranium website
<http://www.cadu.org.uk/intro.htm>

¹⁴⁰ Henk van der Keur, *Laka Foundation*, "Where and how much depleted uranium has been fired?"
<http://www.laka.org/teksten/Vu/where-how-much-01/main.html>

Les types suivants d'uranium appauvri ont été utilisés en situation de guerre :

Etats-Unis :

Des munitions de type M919 25mm ont été utilisées à partir du Bradley Fighting Vehicle¹⁴¹. Produites dès 2003, elles sont actuellement produites par General Dynamics Ordnance and Tactical Systems. Le Bradley Fighting Vehicle a utilisé des munitions à l'uranium appauvri pendant la guerre en Irak en 2003¹⁴².

Des munitions de type PGU/20-U 25mm ont été utilisées par les marines des Etats-Unis dans des Harrier Jets¹⁴³. L'équivalent de 10 tonnes d'uranium appauvri a été utilisé de cette façon pendant la première guerre du Golfe¹⁴⁴. Elles sont actuellement produites par General Dynamics Ordnance and Tactical Systems.

Des munitions de type PGU-14 30mm ont été utilisées par les A-10 Thunderbolt II (également connus sous le nom de Warthog). L'équivalent de 260 tonnes d'uranium appauvri a été utilisé de cette façon pendant la première guerre du Golfe¹⁴⁵. Ces avions ont utilisé environ 10 000 balles 30 mm à l'uranium appauvri (3,3 tonnes d'uranium appauvri) à 12 endroits de la Bosnie-Herzégovine en 1994-1995. En 1999, ces avions ont utilisé presque 31 000 balles à l'uranium appauvri (10,2 tonnes d'uranium appauvri) à 85 endroits du Kosovo¹⁴⁶. L'utilisation des Warthog pendant la guerre en Irak en 2003 a également été signalée¹⁴⁷. Ces munitions ont été développées pour l'hélicoptère AH-64 Apache¹⁴⁸ de l'armée américaine mais il n'a pas été prouvé que des hélicoptères Apache les aient effectivement utilisées¹⁴⁹. Ces munitions sont actuellement produites par Alliant TechSystems¹⁵⁰.

Des munitions pour chars de type M900 105mm ont été utilisées par l'armée américaine et le Marine Corps. General Dynamics Ordnance and Tactical Systems produisent actuellement ces munitions¹⁵¹.

Des munitions de type M829A1 120mm sont utilisées par le M1 Abrams Main Battle Tank. Considérées comme la plus efficace arme anti-blindage pour char, ces munitions ont été surnommées Silver Bullet pendant l'opération Desert Storm¹⁵². Ces munitions étaient auparavant produites par General Dynamics Ordnance and Tactical System¹⁵³; elles le sont actuellement par Alliant

¹⁴¹ Federation of American Scientists, Military Analysis Network

<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/m919.htm>,

Site web General Dynamics,

http://www.generaldynamics.com/news/press_releases/2003/January%208,%202003%20News%20Release.htm

¹⁴² Site web BBC News, "Shooting a path to Baghdad"

http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/2920131.stm

¹⁴³ Observatoire des armes nucléaires français, "La production des armes à l'uranium appauvri"

<http://www.obsarm.org/publications/cahiers-obsnuc/cahier-en-ligne/cahier5.pdf>

¹⁴⁴ DU Library "DU in the Gulf War"

http://www.deploymentlink.osd.mil/du_library/gulfwar.shtml

¹⁴⁵ DU Library "DU in the Gulf War"

http://www.deploymentlink.osd.mil/du_library/gulfwar.shtml

¹⁴⁶ DU Library "DU in the Balkans"

http://www.deploymentlink.osd.mil/du_library/balkans.shtml

¹⁴⁷ Site web USA Today "Air campaign shifts aim to Guard"

http://www.usatoday.com/news/world/iraq/2003-04-01-airwar-usat_x.htm

¹⁴⁸ Site web Global Security

<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/pgu-14.htm>

¹⁴⁹ Anne Gut and Bruno Vitale, 2003, *Depleted Uranium: Deadly, Dangerous and indiscriminate*, Spokesman books, p 50.

¹⁵⁰ Site web Alliant Techsystems

<http://www.atk.com/defense/descriptions/products/munitioncards/pgu-14.htm>

¹⁵¹ Site web General Dynamics

http://www.gd-ots.com/site_pages/directf/M900_scroll.htm

¹⁵² Site web Global Security

<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/m829a1.htm>

¹⁵³ Site web General Dynamics

http://www.gd-ots.com/site_pages/directf/m829a1.html



Des soldats de la KFOR au Kosovo mesurent le niveau de rayonnement d'un char détruit à l'aide de munitions à l'uranium appauvri.

TechSystems¹⁵⁴.

Des munitions pour chars de type M829A2 120mm, conçues pour transpercer les blindés, sont également utilisées par l'armée américaine dans le M1 Abrams Main Battle Tank. Ces munitions sont actuellement produites par General Dynamics Ordnance and Tactical Systems¹⁵⁵.

Des munitions de type MK149 20mm, utilisées auparavant par l'Anti-Ship Missile Defense System de l'armée américaine, ont été remplacées par une version sans uranium avec un pénétrant en tungstène¹⁵⁶.

Il est également possible, mais cela n'a pas été confirmé, que l'uranium appauvri est utilisé dans

des missiles de croisière américains, mer-sol et air-sol, produits par Boeing¹⁵⁷ et Lockheed Martin, ainsi que dans des Bunker Buster de type GBU-28, produits par Raytheon¹⁵⁸. Ces armes ont été utilisées de façon intensive pendant la guerre en Afghanistan et la seconde guerre du Golfe. Raytheon et Lockheed Martin ont par ailleurs des brevets sur des missiles contenant de l'uranium appauvri¹⁵⁹.

Royaume Uni :

Les munitions de type 120mm CHARM 3 APFSDS L27 sont les seules à l'uranium appauvri utilisées par l'armée britannique. Elles ont été utilisées par le char britannique Challenger II pendant les deux guerres du Golfe¹⁶⁰. Elles sont produites par Royal Ordnance Defence, une division de BAE Systems.

¹⁵⁴ Site web Alliant Techsystems

<http://www.atk.com/defense/descriptions/products/120mm-tank-ammo.htm>

¹⁵⁵ Federation of American Scientists, Military Analysis Network

<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/m829a1.htm>

¹⁵⁶ Global Security website

<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/mk149.htm>

¹⁵⁷ Pacific Life Research Centre "Conventional ALCMs"

<http://www.plrc.org/docs/990628A.pdf>

¹⁵⁸ Dai Williams "Depleted Uranium weapons in 2001-2002"

<http://www.eoslifework.co.uk/pdfs/DU2102A3b.pdf>

¹⁵⁹ Dai Williams "United States Patent Office references to conventional guided weapons with suspected Uranium warhead components"

<http://www.eoslifework.co.uk/pdfs/USpats.pdf>

¹⁶⁰ Daily Record "War in the gulf: 'Our guards were superb but it ended in a bloody great turkey shoot'" <http://www.dailyrecord.co.uk/news/page.cfm?objectid=12784536&method=full&siteid=89488>

Quantité estimée d'uranium appauvri libérée pendant l'opération Desert Storm¹⁶¹

Département	Système d'armement	Type de munition	Nombre utilisé	Poids (livres)
Armée US	Char M1	105mm	504	4.254
	Char M1A1	120mm	9.048	82.243
US Air Force	A-10	30mm	783.514	521.655
US Navy	Phalanx CIWS	20mm	Non disponible	Non disponible
US Marine Corps	AV-8B Harrier	25mm	67.436	22.003
	M60 Tanks/	105mm	Non disponible	Non disponible
	M1 Tanks		Non disponible	Non disponible
Royaume-Uni	Challenger Tanks	120mm	88	900
Total(estimation)			Chars- 9.640	Chars - 87.397
			Avions- 850.950	Avions-543.658
				Totale - 631.055

L'uranium appauvri et la loi

Les propriétés spécifiques de l'uranium appauvri (en particulier la toxicité et radioactivité de l'uranium qui se prolonge au-delà de la fin d'un conflit armé ainsi que la production de particules fines pouvant se disperser au-delà du champ de bataille) sont telles que l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri pourrait être interdite par les traités internationaux que les Etats-Unis et d'autres Etats disposant de stocks de ce type d'armements ont signés :

Les Conventions de La Haye de 1907 interdisent explicitement l'utilisation de produits toxiques et garantissent la protection des Etats neutres.

Le protocole sur le gaz toxique de Genève de 1925 interdit « les gazes étouffants, toxiques et autres et tous liquides, matériaux ou moyens correspondants ».

La Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre de 1949 garantit la protection des blessés, malades, faibles, futures mères, hôpitaux civils et travailleurs sanitaires.

Les protocoles complémentaires des Conventions de Genève de 1977 protègent contre la perte occasionnelle de vies civiles et contre les dégâts environnementaux vastes et graves à long terme.

Selon le porte-parole de l'OTAN, François Le Blevenec, l'uranium appauvri « n'a jamais été déclaré illégal par une convention sur la guerre ». Pourtant, le manuel législatif (publié en 1976) de l'Air Force américaine prescrit sans ambiguïté que : « Toute arme peut être utilisée de façon illégale...

Une arme peut ainsi être illégale lorsque des traités ou des us internationaux interdisent son utilisation en toutes circonstances. » L'utilisation d'un poison pour tuer ou blesser quelqu'un en est un exemple. L'uranium appauvri répond clairement à la définition d'un poison tel que le décrit le manuel de l'Air Force : « des substances biologiques ou chimiques qui causent la mort ou l'invalidité permanente lorsque, en cas d'absorption, même en quantité limitée, elles atteignent les poumons ou la circulation sanguine ou rentrent en contact avec la peau »^{162 163}.

Résistances contre l'uranium appauvri

En février 2003, le parlement européen a approuvé une résolution sur les effets nocifs d'armements non explosés (mines terrestres, munition à fragmentation) et de munitions à l'uranium appauvri. Cette résolution lance entre autres « un appel au Conseil et aux Etats membres, ainsi qu'à l'OTAN et à ses membres non-membres de la communauté européenne, afin qu'ils rédigent une déclaration publique garantissant qu'ils ne se serviront pas, lors de conflits armés actuels ou futurs, d'armes ou de systèmes d'armements interdits ou considérés interdits par la législation internationale » et «

¹⁶¹ Henk van der Keur, Laka Foundation, "Where and how much depleted uranium has been fired?" <http://www.laka.org/teksten/Vu/where-how-much-01/main.html>

¹⁶² John La Forge, Nukewatch, "US Dirty Bombs: Radioactive Shells Spiked with Plutonium" <http://www.zmag.org/ZMagSite/oct2002/laforge1002.htm>

¹⁶³ Karen Parker, "The Illegality of DU Weaponry" http://www.traprockpeace.org/karen_parker_du_illegality.pdf

demande aux Etats membres – afin qu'ils assument pleinement leur rôle de leader – un arrêt immédiat de l'utilisation de munitions à fragmentation et de munitions à l'uranium appauvri, en attente des conclusions d'une vaste recherche sur les requis du droit humanitaire international »¹⁶⁴.

Le ministre belge des Affaires étrangères a déclaré : « Notre pays est très inquiet des possibles conséquences de l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri et participe à de nombreuses discussions et recherches internationales en la matière. Je peux déjà vous annoncer que notre pays ne produit pas d'armes à l'uranium appauvri, que nous n'en possédons pas, que nous n'en avons pas utilisé ou testé et que nous n'avons également pas l'intention d'en acheter ». Le ministre de la Défense a donné une réponse similaire. Aucun ministère n'a répondu à la question si les Etats-Unis stockaient ou non des munitions à l'uranium appauvri en Belgique ou si la Belgique avait transporté des munitions à l'uranium appauvri à l'époque de la guerre du Golfe¹⁶⁵.

Sur le plan international, les résistances contre l'utilisation d'uranium appauvri se concentrent sur la santé des soldats et des civils exposés aux épaves polluées par l'uranium appauvri à la fin des conflits armés en Irak et aux Balkans. Différentes organisations de vétérans et associations de civils se sont formées afin de mener campagne et apporter leur soutien.

Des campagnes sont également menées afin d'exiger des éclaircissements concernant la pollution des terrains où des essais ont été effectués. La Navy américaine a effectué des essais à l'uranium appauvri sur l'île portoricaine Vieques et ce jusqu'à leur retrait en mai 2003¹⁶⁶. Des campagnes ont également été menées en Ecosse¹⁶⁷ et en Italie¹⁶⁸ contre des essais à l'uranium appauvri sur le territoire des peuples indigènes des Etats-Unis¹⁶⁹.

D'autres campagnes attirent l'attention sur les bases militaires où est stocké l'uranium appauvri et où des avions utilisant de l'uranium appauvri sont basés¹⁷⁰.

Ces dernières années, de plus en plus d'attention a également été portée aux sociétés impliquées dans la production d'uranium appauvri ; entre autre, à travers la campagne à long terme contre le site de production d'uranium appauvri d'ATK à Arden Hills (Minnesota) et contre le siège principal de cette société¹⁷¹.

En Belgique, une coalition œuvrant à l'interdiction des armes à l'uranium, a été créée ; elle a pour but de rassembler des groupes et des individus afin de mener campagne pour une interdiction mondiale des armes contenant de l'uranium appauvri (mais également de l'uranium naturel et de l'uranium pollué par des produits de fission)¹⁷². La coalition belge est en lien avec l'International Coalition for Ban of Uranium Weapons (Coalition internationale pour une interdiction des armes à l'uranium)¹⁷³.

¹⁶⁴ *European Parliament resolution on the harmful effects of unexploded ordnance (landmines and cluster submunitions) and depleted uranium ammunition*
<http://www.idust.net/Law/EU2003.htm>

¹⁶⁵ *Lettres datées du 27/10/2003, référence KAB/BZ/MVDV/48034 et MLV/DV/03-017909*

¹⁶⁶ *Site web Vieques Libre*
<http://www.viequeslibre.org/>

¹⁶⁷ *Site web Campaign Against Depleted Uranium "The Second International Day of Action Against Depleted Uranium Goes with a bang!"* <http://www.cadu.org.uk/action/>

¹⁶⁸ *Site web Campaign Against Depleted Uranium "DU in Sardinia, Italy, near a NATO firing range"*
http://www.cadu.org.uk/info/countries/10_3.htm

¹⁶⁹ *Lou Nicholas, IDUST, "Heavy Metal or Death Metal?"*
<http://www.idust.net/Docs/Docs002.htm>

¹⁷⁰ *Site web Nuclear resister*
<http://www.serve.com/nukeresister/nr119/nr119plowvsdu.html>

¹⁷¹ *Veterans for Peace "DU protesters found NOT GUILTY of trespass at weapons assembler"*
http://www.veteransforpeace.org/DU_protesters_102203.htm

¹⁷² *Site web Belgian Coalition Stop Uranium Weapons*, <http://www.motherearth.org/du>

¹⁷³ *Site web ICBUW*, <http://www.bandepleteduranium.org/>

4.2. Sociétés impliquées dans la production d'armes à l'uranium appauvri (contribution du Dr. David Heller, Voor Moeder Aarde asbl)

ATK

Alliant TechSystems Corporation (ATK) produit des munitions à l'uranium appauvri de calibre moyen et grand¹⁷⁴. Il s'agit entre autres des types 30 mm PGU-14 et 120 mm M829A1, utilisés à grande échelle dans la première guerre du Golfe. La société se sert également de petites quantités d'uranium appauvri pour ses ADAM (area denial artillery munition) et ses mines terrestres de type M-86 PDM (pursuit deterrent munition)¹⁷⁵. Des munitions à l'uranium appauvri produites par ATK sont également exportées vers la Thaïlande (150 000 unités de 30 mm) et le Koweït (11 336 unités de 120 mm). Les mines terrestres, de type ADAM d'ATK, contenant de l'uranium appauvri sont également exportées vers la Grèce, la Corée du Sud, la Turquie et le Taiwan¹⁷⁶.

General Dynamics

General Dynamics est une importante multinationale américaine impliquée dans l'aviation, les véhicules de terre et amphibie, les avions de combat, les munitions et d'autres applications militaires. Leurs activités sont militaires à 63 %¹⁷⁷.

General Dynamics Ordnance and Tactical Systems (l'ancien Olin Ordnance Co. puis Primex Technologies) produisent des munitions de type 25 mm M919 pour le Bradley Fighting Vehicle¹⁷⁸, des munitions de type 25 mm PGU/20-U utilisées par les marines américains dans les Harrier Jets¹⁷⁹, la balle pour char de type M900 105 mm¹⁸⁰, la balle de type M774 105 mm et la balle pour char de type M829A2 120 mm conçue pour transpercer les blindages¹⁸¹. La société était également responsable de la production de munitions antichars de type 105 mm M833¹⁸² qui – selon le programme Excess Defence Articles^{183 184} – ont été exportées vers différents pays dont le Bahreïn, Israël, la Jordanie, le Pakistan, l'Arabie Saoudite et la Turquie. Les munitions de type M833 peuvent être exportées vers des pays membres de l'OTAN, le Taiwan, les alliés de l'OTAN (dont l'Argentine, l'Australie, l'Égypte, Israël, le Japon, la Jordanie, les Philippines, la Corée du Sud et, depuis mars 2004, également le Pakistan), ainsi que tout autre pays sur autorisation présidentielle. Auparavant, General Dynamics produisait également les munitions de type 20mm MK149 pour le Phalanx Anti-Ship Missile Defense System de la marine américaine, remplacées depuis par une version sans uranium appauvri avec pénétrateur en tungstène¹⁸⁵.

¹⁷⁴ Site web Alliant Action

<http://www.circlevision.org/alliantaction.html>

¹⁷⁵ Observatoire des armes nucléaires français, "La production des armes à l'uranium appauvri"

<http://www.obsarm.org/publications/cahiers-obsnucl/cahier-en-ligne/cahier5.pdf>

¹⁷⁶ Countries which purchased weapons containing depleted uranium, September 13th 1995, released under the Freedom of Information Act (95-F-1794).

¹⁷⁷ www.generaldynamics.com

¹⁷⁸ Federation of American Scientists, Military Analysis Network

<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/m919.htm>,

Site web General Dynamics http://www.generaldynamics.com/news/press_releases/2003/January%20,%202003%20News%20Release.htm

¹⁷⁹ Observatoire des armes nucléaires français, "La production des armes à l'uranium appauvri"

<http://www.obsarm.org/publications/cahiers-obsnucl/cahier-en-ligne/cahier5.pdf>

¹⁸⁰ Site web General Dynamics

http://www.gd-ots.com/site_pages/directf/M900_scroll.htm

¹⁸¹ Federation of American Scientists, Military Analysis Network

<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/m829a2.htm>

¹⁸² Observatoire des armes nucléaires français, "La production des armes à l'uranium appauvri"

<http://www.obsarm.org/publications/cahiers-obsnucl/cahier-en-ligne/cahier5.pdf>

¹⁸³ Henk van der Keur, Laka Foundation, "Where and how much depleted uranium has been fired?"

<http://www.laka.org/teksten/Vu/where-how-much-01/main.html>

¹⁸⁴ Department of the Army Historical Summary: FY 1994

<http://www.army.mil/cmh-pg/books/DAHSUM/1994/ch06.htm>

¹⁸⁵ Site web Global Security

<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/mk149.htm>

General Dynamic Land Systems Division produisait le M60 Main Battle Tank, équipé d'un blindage à l'uranium appauvri, pour plus de 20 pays dont l'Autriche, le Bahreïn, la Bosnie, le Brésil, l'Égypte, la Grèce, l'Iran, Israël, l'Italie, la Jordanie, le Maroc, l'Oman, le Portugal, l'Arabie Saoudite, l'Espagne, le Soudan, le Taiwan, la Thaïlande, la Turquie et les États-Unis¹⁸⁶. Les M60 ne sont plus produits. La société produit par contre toujours des M1, M1A1 et M1A2 Abrams Main Battle Tank pour l'armée américaine et les marines, et pour les armées d'Égypte, d'Arabie Saoudite et du Koweït¹⁸⁷.

BAE Systems

BAE Systems est le nouveau nom de British Aerospace (Bae). La société a le plus grand chiffre d'affaires de toutes les sociétés productrices d'armements en Europe et est le n° 3 mondial¹⁸⁸.

Royal Ordnance Defence, (une division de BAE Systems), produit des composants en uranium appauvri pour des munitions pour char de type 120 mm CHARM 3 APFSDS L27¹⁸⁹. La société dispose d'une unité de production et de transformation d'uranium appauvri à Featherstone, proche de Wolverhampton au Royaume-Uni. En 1999, un violent incendie impliquant de l'uranium appauvri a eu lieu et a grandement effrayé la population locale¹⁹⁰. Bien que des munitions à l'uranium appauvri aient été développées pour les chars de type Challenger II, en service dans les armées de Jordanie et d'Oman, il n'a pas été prouvé que ces munitions à l'uranium appauvri y ont effectivement été exportées.

¹⁸⁶ SIPRI yearbooks 1988 – 1999

¹⁸⁷ Site web Army Technology

<http://www.army-technology.com/projects/abrams/index.html>

¹⁸⁸ www.baesystems.co.uk

¹⁸⁹ *Janes Defence News*, 23 May 2001 "RO Defence 120mm CHARM 3 APFSDS L27 projectile"

http://www.janes.com/defence/land_forces/news/misc/jah_charm3_apfsds_l27.shtml

¹⁹⁰ *Campaign Against Depleted Uranium*

4.3. Les liens entre les producteurs d'armes à l'uranium appauvri et les banques

Les institutions bancaires analysées investissent¹⁹¹ les montants suivants dans des producteurs d'armes à l'uranium appauvri¹⁹².

INVESTISSEMENTS DANS DES PRODUCTEURS D'ARMES À L'URANIUM APPAUVRI (NOMBRE D' ACTIONS)

Société	Groupe AXA	Groupe DEXIA	Groupe Fortis	Groupe ING	Groupe KBC	Total	%
ATK	2.358.900	0	3.625	60.022	4.458	2.607.005	6,8%
BAE Systems	42.635.183	2.366.481	1.653.043	2.175.372	7.352.777	56.152.856	1,84%
General Dynamics	921.329	18.515	15.488	2.069.240	38.938	3.063.510	1,55%

INVESTISSEMENTS DANS DES PRODUCTEURS D'ARMES À L'URANIUM APPAUVRI (VALEUR DES ACTIONS EN DOLLARS US)

Société	Groupe AXA	Groupe DEXIA	Groupe Fortis	Groupe ING	Groupe KBC	Total
ATK	144.971.190	0	206.988	3.427.256	254.552	148.859.986
BAE Systems	150.928.548	8.271.143	5.851.772	7.700.817	26.028.831	198.781.111
General Dynamics	84.872.827	1.705.602	1.426.755	190.618.389	3.586.969	282.210.542

4.4. Conclusion

Malgré le caractère très controversé des armes à l'uranium appauvri, l'implication dans ces systèmes d'armements ne pose problème à aucune des institutions bancaires analysées.

¹⁹¹ Autant directement qu'indirectement. « Directement » signifie « pour son propre portefeuille ». « Indirectement » signifie « à travers des fonds d'investissement proposés à leurs clients ».

¹⁹² Shareworld, base de données consultée en mars 2004

Chapitre 5

Le profil controversé des banques en matière d'armement

Les chapitres précédents ont permis d'évoquer les liens entre les cinq banques analysées et les producteurs de quatre types d'armements controversés. Il est à noter que les cinq banques analysées apparaissent dans tous les chapitres. Ces banques ne semblent connaître aucune limite éthique en matière d'armements.

Le profil des banques en matière d'armement

Nous faisons ici en résumé un rapide tour d'horizon par banque¹⁹³.

5.1. AXA

AXA a procédé à des investissements dans les 13 entreprises examinées et est concernée par les quatre armements controversés faisant l'objet de l'enquête

Ce qui saute le plus aux yeux, ce sont certainement les investissements importants du groupe bancaire dans ATK (6,6 %). ATK est un fabricant d'armes utilisant de l'uranium appauvri et de bombes à fragmentation avec mines antichar. Jusqu'en 1997, ATK était active dans la production de mines antipersonnel pour bombes à fragmentation. ATK était le plus important fournisseur de bombes antipersonnel de l'armée américaine. Avec la nouvelle politique des Etats-Unis, il y a grande chance qu'ATK puisse reprendre à l'avenir sa production de mines antipersonnel.

AXA était aussi un important détenteur d'actions lors de la création de EADS, le producteur européen entre autres d'armes nucléaires et de bombes à fragmentation.

AXA propose également sur le marché belge deux fonds de placement qui investissent dans Singapore Technologies Engineering, un producteur de mines antipersonnel. Ils détiennent l'un des deux fonds sous leur propre gestion.

Le fait qu'AXA ne ressente pas le moindre scrupule éthique à l'égard de ces systèmes d'armements controversés ne mérite hélas même plus la qualification d'étonnant. Le porte-parole de la banque AXA Belgique a été jusqu'à nous dire le 29 octobre 2003 qu'il n'existe pas de code en matière d'investissement dans les industries d'armement chez AXA et qu'il n'y en aurait jamais non plus.

¹⁹³ Pour une argumentation et des informations détaillées sur les investissements mentionnés, voir les chapitres 1 à 4 de ce rapport

5.2. Dexia

Dexia est concernée par les quatre armements controversés ayant fait l'objet de l'enquête. Dexia a des investissements dans 12 des 13 entreprises examinées.

La Banque Artesia, une filiale du groupe Dexia, a accordé une garantie bancaire de 1,9 millions de \$ aux Forges De Zeebrugge. Cette entreprise belge développe, produit et teste des fusées et des systèmes de fusées, parmi lesquelles des bombes à fragmentation et de munitions à fragmentation.

Dexia propose également sur le marché belge un fonds de placement qui investit dans Singapore Technologies Engineering, un producteur de mines antipersonnel. Ce fonds est géré par Dexia Asset Management Belgium.

Dans l'échange que Dexia a eue avec Netwerk Vlaanderen à l'occasion de la campagne « Mon Argent. Sans Scrupules ? », le groupe bancaire a manifesté le désir d'élaborer une politique de crédit et d'investissement plus pacifiste. Toutefois, Dexia se demande où il faut mettre la limite. Une première étape minimale nous semble être l'exclusion des armes nucléaires, des mines terrestres à fragmentation et des munitions à l'uranium appauvri. Il y a donc du pain sur la planche pour la « banque du développement durable ».

5.3. Fortis

Fortis est concernée par les quatre armements controversés ayant fait l'objet de l'enquête. Fortis a des investissements dans 12 des 13 entreprises examinées.

Fortis Banque a consenti des garanties bancaires de 900 000 euros et 137 000 \$ aux Forges De Zeebrugge. Cette entreprise belge développe, produit et teste des fusées et des systèmes de fusées, parmi lesquelles des bombes à fragmentation et des munitions à fragmentation.

Fortis propose également sur le marché belge deux fonds de placement qui investissent dans Singapore Technologies Engineering, un producteur de mines antipersonnel. Ces fonds sont gérés par Fortis Investment Management Belgium.

Jusqu'à présent, Fortis a toujours prétendu mener une « politique extrêmement restrictive et prudente » en ce qui concerne les producteurs d'armes. L'implication de Fortis auprès de la plupart des armes controversées — telles que les bombes à fragmentation, les armes nucléaires, les mines terrestres et l'uranium appauvri —, enlève tout poids à cette déclaration. Si Fortis veut vraiment mener une politique restrictive et prudente, elle doit se retirer irrévocablement de ces investissements.

5.4. ING

ING est concernée par les quatre armements controversés ayant fait l'objet de l'enquête. ING a des investissements dans 11 des 13 entreprises examinées.

Dans le cadre du syndicat de banques EADS, ING a consenti des facilités de crédit allant de 50 à 100 millions d'euros. EADS est un producteur européen entre autres de fusées nucléaires et de bombes à fragmentation.

ING propose également sur le marché belge deux fonds de placement qui investissent dans Singapore Technologies Engineering, un producteur de mines antipersonnel. ING a également ces deux fonds sous sa gestion.

Dans le cadre de la campagne « Mon Argent. Sans scrupules ? », ING a tenté de persuader Netwerk de sa politique restrictive à l'égard des producteurs d'armements.

Ainsi, selon ING, un financement de matériel militaire ne peut se dérouler que dans de strictes conditions. A cet égard, toujours selon ING, on tient compte d'une classification des armements et de l'impact potentiel de ceux-ci.

Dans un numéro de « ING in Society Rapport » de 2002, ING mentionne qu'elle peut prendre des dispositions quand une société, dans laquelle elle investit, semble être impliquée dans des armes de destruction massive, des mines terrestres et des bombes à fragmentation.

Les investissements d'ING dans des bombes à fragmentation, des armes nucléaires, des mines terrestres... et un financement d'EADS (bombes à fragmentation et fusées nucléaires), sont en flagrante contradiction avec ces déclarations d'ING.

5.5. KBC

KBC est concernée par les quatre armements controversés ayant fait l'objet de l'enquête. KBC a des investissements dans 12 des 13 entreprises examinées.

CBC, filiale du groupe KBC, a consenti des garanties bancaires de 156 000 euros et 5 000 \$ aux Forges De Zeebrugge. Cette entreprise belge développe, produit et teste des fusées et des systèmes de fusées, parmi lesquelles des bombes à fragmentation et de munitions à fragmentation.

KBC propose également sur le marché belge deux fonds de placement qui investissent dans Singapore Technologies Engineering, un producteur de mines antipersonnel. Ils détiennent l'un des deux fonds sous leur propre gestion.

KBC parle elle aussi d'une attitude sérieusement restrictive en ce qui concerne des investissements dans l'industrie de l'armement. KBC souhaite ne financer aucune activité criminelle ou socialement inacceptable. Des investissements dans des mines antipersonnel sont même refusés.

Ce rapport met un grand point d'interrogation quant à leur politique restrictive d'investissement. Manifestement, il n'y a pas d'armement qui soit socialement inacceptables pour KBC. Le fait de proposer un fonds qui possède des actions d'un producteur de mines antipersonnel est, par exemple, complètement en contradiction avec les règles d'investissement de la KBC.

Chapitre 6

Conclusion

Ce rapport traite de quatre sortes d'armements qui sont extrêmement controversés. Chacune des banques ayant fait l'objet de l'enquête n'en est pas moins concernée par ces armements. Mines terrestres, bombes à fragmentation, armes nucléaires, armements à l'uranium appauvri sont des armes qui présentent une force de destruction et peuvent provoquer un nombre incalculable de victimes civiles. Mais auprès de ces banques, on n'en tient aucun compte. AXA, DEXIA, FORTIS, ING et KBC ne connaissent manifestement aucune limite quand il s'agit d'armements. Une constatation choquante.

Le fait que ces banques proposent également en Belgique des fonds de placement qui investissent chez un producteur de mines antipersonnel est en outre un camouflet pour la politique progressiste que la Belgique a mené à cet égard durant la dernière décennie.

Dans le pire des cas, les banques étaient au courant des activités en matière de mines terrestres de la STE. Dans le meilleur des cas, les banques n'avaient connaissance de rien. Mais, en tout cas, cela met en évidence ce dont Netwerk essaie de faire clairement prendre conscience aux banques depuis déjà un semestre : sortez entièrement de l'industrie de l'armement. Investir dans l'industrie de l'armement, n'est pas seulement irresponsable du point de vue éthique, mais, ce faisant, vous prenez également un risque irresponsable pour la société. Vous ne savez pas où ces armes vont aboutir, vous ne savez pas dans quel conflit on va se battre avec elles. Vous ne savez peut-être même pas, dans quelle sorte d'armement vous investissez. En résumé, l'industrie de l'armement est un « nid de guêpes » non fiable, restez-en à l'écart.

Netwerk Vlaanderen, Forum voor Vredesactie, Voor Moeder Aarde asbl en Vrede asbl persistent à demander aux banques de se retirer complètement de l'industrie de l'armement. Comme première étape dans cette direction, ces organisations demandent avec insistance à ces banques :

- De se retirer de tout investissement ou financement dans des entreprises qui sont concernées par des mines terrestres, des bombes à fragmentation, des armes nucléaires et/ou des armes utilisant de l'uranium appauvri ou d'y mettre un terme.
- D'élaborer et de mener une politique qui interdise tout lien financier future entre banque et sociétés qui sont concernées par ces armements.
- De mettre clairement, honnêtement et complètement, à la disposition de leurs clients, des autorités et des autres détenteurs de participations, la politique de la banque à l'égard de ces armements.
- De faire en sorte que l'on puisse à cet égard contrôler la politique en rendant public, pour leurs clients, les autorités et les autres détenteurs de participations, le portefeuille des investissements et des financements.

COLOFON

Auteur

Christophe Scheire (Netwerk Vlaanderen vzw)
christophe.scheire@netwerk-vlaanderen.be

Remerciements :

Rosy Cave & Rae Mc Grath, Landmine Action UK
Mark Hiznay, Human Rights Watch
Koen Baetens, Handicap International Belgium
David Heller, Voor Moeder Aarde asbl, B
Georges Spriet, Vrede asbl, B
Mich Crols, Forum voor Vredesactie, B
Jan Willem van Gelder, Profundo, Ndl
Karin De Vos, Het Schrijfbedrijf, B
Inez Louwagie & Karl Maeckelberghe, Netwerk Vlaanderen asbl, B,
Patrice Bouveret, CDRPC, Fr
Leo Vidal, Fr

Rédaction finale

Christophe Scheire (Netwerk Vlaanderen vzw)

Mise en page

Anne-Mie Carpentier amcmail@xs4all.be

Editeur responsable

Kristien Vermeersch
Netwerk Vlaanderen vzw
Vooruitgangstraat 333 b9, 1030 Brussel

Avril 2004

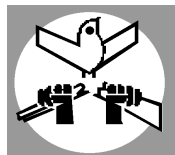


Anders omgaan met geld

Anders omgaan met geld

Netwerk Vlaanderen asbl promeut une gestion différente de l'argent.

L'argent est un outil qui – lorsqu'il est bien utilisé – peut contribuer à une société durable et honnête. Chaque année, Netwerk mène campagne avec le slogan « Mon argent. Sans scrupules ? » afin de rendre publique la politique d'investissement des banques et d'obtenir un droit de regard pour l'épargnant/l'investisseur sur ce que les banques font de son argent. Netwerk est un panneau indicateur sur le marché de l'investissement et de l'épargne éthiques et durables. Netwerk soutient et conseille les organisations et les sociétés qui veulent gérer l'argent de façon respectueuse pour les humains et l'environnement. Netwerk Vlaanderen asbl – Vooruitgangstraat 333 b9 – 1030 Brussel – B – tel : 00 32 (0)2/201.07.70 – www.netwerk-vlaanderen.be



Het Forum voor Vredesactie est une organisation pacifiste. Het Forum voor Vredesactie est pluraliste et sans attaches politiques. C'est une organisation

qui mène campagne afin de mettre les gens en mouvement : Bombspotting, Trainstopping, Barco: « votre participation au commerce des armes », Sécurité: « pas une question de militaires », Get in Shape, ... Ces campagnes mettent en pratique le pacifisme. Forum voor Vredesactie – Patriottenstraat 27 – 2600 Berchem - B - tel : 00 32 (0)3/281.68.39 – www.vredesactie.be



Vrede asbl Comme l'indique son nom (Paix), il s'agit d'une association pacifiste. Nos sujets sont la politique internationale, la question du développement et les questions

de paix. Notre affirmation principale : moins de dépenses militaires, plus de justice sociale. Notre action peut être résumée à l'aide de cinq mots clefs : étude, information, solidarité, action, coopération. Nous disposons d'une bibliothèque de prêt, nous éditons une revue bimensuelle et des cahiers pour la paix. La mobilisation politique se fait prioritairement dans le cadre de coopérations afin d'augmenter la pression sur les politiques. Jetez un coup d'œil à www.vrede.be pour plus de renseignements. Vrede asbl - Filips Van Arteveldestraat 35 - 9000 Gent - B - tel : 0032(0)9/233.46.88 - www.vrede.be



Voor Moeder Aarde vzw

Voor Moeder Aarde asbl. est une association environnementale régionale, pluraliste et thématique. Elle met en exergue les liens entre l'environnement et les droits humains, la guerre et la paix et met l'accent sur la nécessité d'une coopération interna-

tionale. Afin de réaliser ses objectifs, l'organisation se sert des leviers suivants : la recherche, l'éducation et la sensibilisation, le travail politique et l'action directe non violente

Voor Moeder Aarde asbl - Maria Hendrikaplein 5 - 9000 Gent – B - tel: 0032 (0)9/242.87.52 - www.motherearth.org



*mijn geld.
goed geweten?*

La campagne 'Mijn geld. Goed geweten?' (Mon argent. Sans scrupules?) pointe les responsabilités du monde financier. Les banques travaillent avec notre argent. Elles investissent cet argent dans toutes sortes d'entreprises, également dans des entreprises du secteur militaire. Nous voulons que les banques jouent cartes sur table et fassent connaître les entreprises qu'elles financent. Nous réagissons contre leurs investissements dans l'industrie de l'armement!

www.mijngeldgoedgeweten.be